2025

Société canadienne des postes

RAPPORT FINANCIER

DU PREMIER TRIMESTRE

Pour la période close le 29 mars 2025

Résultats financiers

TABLES DES MATIÈRES

Rapport de gestion

Énoncés prospectifs		2
1.	Résumé	3
2.	Activités de base et stratégie	14
3.	Indicateurs de rendement clés	15
4.	Capacités	17
5.	Revue des activités d'exploitation	23
6.	Liquidités et ressources en capital	32
7.	Évolution de la situation financière	37
8.	Risques et gestion des risques	39
9.	Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes	41

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	43
État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière	44
État consolidé résumé intermédiaire du résultat global	46
État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres	47
État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie	48
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	50

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion fournit une analyse des résultats d'exploitation et de la situation financière pour la période de 13 semaines (premier trimestre ou T1) close le 29 mars 2025 de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de sa filiale Les Investissements Purolator Ltée (Purolator). Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La Société gère ses activités consolidées et établit, par conséquent, ses secteurs opérationnels en se fondant sur la manière dont les cadres supérieurs du Groupe examinent les résultats d'exploitation, prennent des décisions sur l'allocation des ressources et évaluent le rendement.

Deux secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés le 29 mars 2025 : Postes Canada et Purolator. Sont présentées séparément les écritures de consolidation, les éliminations des soldes intersectoriels et les fonctions de soutien fournies par l'unité fonctionnelle responsable des services des technologies de l'information aux termes d'une convention de services partagés entre Postes Canada, Purolator et Innovaposte (en vigueur jusqu'au 15 avril 2024). La consolidation des résultats pour SCI a pris fin le 1er mars 2024, et pour Innovaposte le 15 avril 2024, au moment de leurs cessions respectives. Des précisions sont présentées ci-après.

				Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
Nom de la filiale	**Principale activité**	**Pays de constitution**	**Pays d'exercice des activités**	**Au T1 de 2025 et au 31 décembre 2024**	**Au T1 de 2024**
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	**91 %**	91 %
Groupe SCI inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	**–**	–
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	**–**	99 %

Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les montants sont présentés en dollars canadiens et arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au millier près. Les variations de pourcentage pour les produits, les volumes et les charges d'exploitation dans le présent rapport sont ajustées selon les différences de jours ouvrables ou de journées payées au premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024. Des jours ouvrables et des journées payées de moins ont pour effet de faire diminuer respectivement les produits et les volumes, ainsi que les charges d'exploitation, tandis que l'inverse est vrai pour les journées de plus. Ces journées varient selon l'entité comptable, comme suit :

Entreprise	**Jours ouvrables**	**Journées payées**
Le Groupe et Postes Canada	(1)	(2)
Purolator	(1)	(2)

Ce rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) pour le premier trimestre de 2025, lesquels ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et du rapport de gestion de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers intermédiaires et dans le rapport de gestion. Toute mention des termes *nos, notre* ou *nous* désigne, selon le contexte, Postes Canada ou, collectivement, Postes Canada et ses filiales. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport de gestion ainsi que des états financiers intermédiaires le 22 mai 2025.

Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs du Groupe, notamment des informations financières prospectives ou des perspectives financières, qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats d'exploitation, le rendement ainsi que les perspectives et les occasions commerciales du Groupe. Ces énoncés reflètent, entre autres :

- la capacité de la Société à poursuivre son exploitation;
- les approbations réglementaires;
- le rendement ainsi que les résultats opérationnels et financiers futurs;
- les besoins en fonds de roulement et en capital;
- les estimations et les hypothèses faites conformément aux exigences des IFRS.

En général, les énoncés prospectifs sont désignés par les mots *hypothèse, but, objectif, perspectives, stratégie, cible* ou d'autres expressions similaires, de même que par l'utilisation de verbes comme *avoir l'intention de, prévoir, être d'avis que, s'attendre à, planifier, pouvoir, prévoir, chercher à, devoir, s'efforcer de* ou *viser* et l'emploi du futur ou du conditionnel. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations des résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats d'exploitation, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales. Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent se révéler incorrectes. Ces estimations des résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes du Groupe. Il est recommandé de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés prospectifs figurant dans les états financiers intermédiaires et le rapport de gestion sont pertinents en date du 22 mai 2025; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'événements futurs, de changements de situation ou de toute autre raison après cette date.

1. Résumé

Aperçu du Groupe et résumé des résultats financiers du premier trimestre de 2025.

Avec son effectif comptant plus de 76 000 personnes (personnel canadien à temps plein et à temps partiel, y compris temporaire, occasionnel et nommé pour une période déterminée, au 31 décembre 2024), le Groupe est l'un des plus importants employeurs au Canada. Son plus important secteur opérationnel, qui emploie 62 300 personnes, est Postes Canada; il s'agit d'une société d'État fédérale qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Transformation du gouvernement, des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, lequel compte près de 5 700 bureaux de poste au pays. Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*), la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, et ce, d'une manière sécurisée, tout en veillant à l'autofinancement de son exploitation. Postes Canada fait partie de l'industrie postale mondiale, qui est composée d'administrations postales étrangères finançant habituellement leur obligation d'assurer un service universel grâce à une exclusivité prévue par la loi, ou par un monopole de l'administration postale sur une partie du marché postal.

Points saillants financiers et opérationnels – Premier trimestre de 2025

Soutien financier nécessaire pour assurer la continuité

Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes opérationnelles cumulatives de plus de 4,6 milliards de dollars (une mesure du rendement de l'entreprise qui exclut les produits nets liés aux activités d'investissement et de financement, comme les résultats non récurrents des cessions de 2024) et des pertes cumulatives avant impôt de plus de 3,8 milliards de dollars. Les pertes en 2025 seront exacerbées par les répercussions à long terme de l'arrêt de travail à la fin du quatrième trimestre de 2024, car une partie de la clientèle qui a trouvé d'autres fournisseurs de services de livraison n'est pas encore revenue vers Postes Canada. La dette de 500 millions de dollars arrivant à échéance en juillet 2025 renforce le besoin de Postes Canada d'obtenir un soutien financier de son actionnaire pour maintenir sa solvabilité, poursuivre ses activités et assurer sa continuité à court terme.

Nos états financiers consolidés ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation conformément aux IFRS, qui supposent que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités. La gestion du capital de la Société, sa capacité d'emprunt, la gestion de ses risques de liquidité et, plus important encore, son accès à un financement remboursable du gouvernement sont des facteurs clés pris en considération dans notre évaluation du risque d'exploitation. Des jugements importants sont portés dans le cadre de ces évaluations.

Mise à jour réglementaire

Financement du gouvernement

Postes Canada avait signalé qu'elle allait manquer de liquidités et faire face à une situation d'insolvabilité. Conformément à l'article 31 de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, Postes Canada a présenté une demande afin de recevoir les montants nécessaires pour lui permettre de payer ses frais de fonctionnement et ses frais imputables sur le revenu, lesquels ne sont pas suffisamment couverts par ses revenus disponibles prévus au cours de l'exercice du gouvernement du Canada se terminant le 31 mars 2026. L'approbation du gouverneur en conseil a été reçue le 31 janvier 2025. Le premier paiement a été autorisé en vertu de mandats spéciaux de la gouverneure générale. Tous les montants mis à la disposition de la Société en vertu de l'article 31 de la *Loi* doivent être remboursés au ministre des Finances à partir des revenus annuels de la Société, dans la mesure où ces derniers sont suffisants. La Société s'attend à recevoir un tel financement au milieu de 2025.

L'injection de fonds publics proposée et l'accès à des facilités de financement à court terme permettront à la Société de maintenir sa solvabilité et de soutenir ses activités au cours de 2025, mais ils ne règleront pas les défis structurels à long terme de Postes Canada.

Un cadre réglementaire et stratégique moderne pour un pays en évolution

Un système postal conçu pour 5,5 milliards de lettres ne peut survivre avec 2 milliards de lettres. Bien que la poste-lettres demeure importante, les volumes de colis issus du cybercommerce canadien devraient doubler au cours des 10 prochaines années. La livraison des colis est le moteur de la croissance. Au cours des dernières années, l'essor du magasinage en ligne causé par la pandémie a fait exploser la concurrence sur le marché de la livraison des colis. Le succès initial de la Société en tant que chef de file de la livraison des colis du cybercommerce a éclipsé le fait qu'elle avait une structure opérationnelle, réglementaire et stratégique conçue pour la livraison du courrier. Nous avons besoin de flexibilité dans notre modèle de livraison, nos conventions collectives et notre cadre réglementaire et stratégique pour mieux servir la population canadienne et être concurrentiels sur le marché actuel de la livraison des colis. Postes Canada doit se transformer pour offrir la livraison des colis sept jours sur sept tout en continuant de livrer le courrier. Pour ce faire, la Société a besoin de toute urgence de plus de flexibilité dans son modèle de livraison et ses conventions collectives.

Afin de créer plus d'autonomie et de flexibilité, et de répondre aux besoins actuels et futurs du pays d'une manière financièrement viable, Postes Canada a présenté les recommandations suivantes à la Commission d'enquête sur les relations de travail :

- Lancer sans tarder **une consultation et un examen approfondis du *Protocole du service postal canadien***, en mettant l'accent sur la mise à jour des normes de service, de la fréquence de livraison et des exigences relatives aux bureaux de poste.
- **Raccourcir le processus de calcul et de mise en œuvre des augmentations tarifaires de la poste-lettres ordinaire**, tout en veillant à y intégrer les consultations adéquates, un contrôle gouvernemental et un préavis à la clientèle.

- **Modifier ou remplacer le moratoire sur la fermeture et la conversion des bureaux de poste ruraux** pour qu'il devienne un cadre stratégique moderne qui continue de protéger le service rural.
- **Mettre fin au moratoire sur la conversion aux boîtes postales communautaires**, qui protège un service supérieur coûteux pour moins de 25 % des adresses canadiennes dans les quartiers urbains établis. Plus de 70 % des adresses reçoivent déjà la livraison à un emplacement centralisé. Pour la clientèle résidentielle ayant des limitations fonctionnelles, le Programme de mesures d'adaptation pour la livraison de Postes Canada offre diverses mesures d'adaptation pour aider les personnes à accéder à leurs colis et à leur courrier.

Des discussions importantes sur l'avenir de Postes Canada ont déjà commencé et se poursuivront au cours des prochains mois. Dans le cadre de notre travail avec le gouvernement du Canada, nos unités de négociation et l'ensemble de la population canadienne, nous nous engageons à piloter le changement nécessaire pour suivre le rythme des besoins en évolution du pays et retrouver notre autonomie financière.

Portrait du marché

Les menaces tarifaires continues et croissantes provenant des États-Unis devraient avoir d'importantes répercussions économiques sur le Canada et le reste du monde. Tout ralentissement économique aura une incidence correspondante sur le marché des colis en raison de la baisse des dépenses de consommation discrétionnaires, surtout pour les envois à destination et en provenance des États-Unis, où les tarifs douaniers ont des répercussions directes sur le coût des marchandises. La demande pourrait également se déplacer vers le secteur du détail canadien. Comme les dépenses publicitaires sont habituellement l'un des premiers secteurs où les entreprises commencent à réduire leurs dépenses, les produits du secteur d'activité Marketing direct pourraient aussi être touchés négativement.

La durée et les répercussions de ces menaces demeurent inconnues, tout comme on ignore si les interventions du gouvernement et de la banque centrale seront efficaces. Postes Canada surveille de près les changements potentiels sur le marché. Il est impossible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité des faits nouveaux et leur incidence sur les résultats financiers et la situation du Groupe dans les périodes à venir. La section 8 Risques et gestion des risques contient des renseignements supplémentaires.

Résultats sectoriels

Cession de SCI et d'Innovaposte

En 2024, Postes Canada et Purolator ont cédé la totalité des actions de SCI, un important fournisseur canadien de services logistiques en tierce partie, et d'Innovaposte, le fournisseur

de services partagés en technologie de l'information de la Société. Un résumé des cessions figure ci-dessous.

	SCI	Innovaposte
Date de clôture	1er mars 2024	15 avril 2024
Produit (en millions de dollars)	363	61
Gain sur la vente (en millions de dollars, avant impôt)	294	52

Les comparaisons d'une année à l'autre dans de ce rapport ont été touchées par la cession de SCI au premier trimestre de 2024.

Acquisition de Livingston International par Purolator

Le 31 janvier 2025, Les Investissements Purolator Ltée a acquis la totalité des actions d'une entreprise internationale de services commerciaux qui exerce ses activités sous le nom Livingston International (Livingston) et se spécialise dans le courtage en douane, les services transitaires de fret mondiaux et les services-conseils en échanges commerciaux. Les résultats de Livingston ont été consolidés à partir de la date d'acquisition, ce qui a une incidence sur les comparaisons d'une année à l'autre pour le Groupe et le secteur Purolator.

Résultat d'exploitation

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	(111)	(221)	110	50,0 %
Purolator	31	31	–	0,6 %
SCI	–	1	(1)	*
Écritures de consolidation et éliminations	–	11	(11)	*
Groupe d'entreprises de Postes Canada	**(80)**	**(178)**	**98**	**55,2 %**

* Calcul non significatif sur le plan mathématique

Les pertes d'exploitation dans le secteur Postes Canada ont été en partie compensées par le résultat positif inscrit par le secteur Purolator. Les répercussions de la cession de SCI en 2024 sont exclues de cet aperçu du rendement de l'entreprise.

Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	(41)	(76)	35	46,5 %
Purolator	19	39	(20)	(51,6) %
Écritures de consolidation et éliminations	(80)	143	(223)	(155,6) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	**(102)**	**106**	**(208)**	**(195,9) %**

† Pourcentage de variation élevé.

La perte avant impôt du Groupe s'est creusée de 208 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2024, qui comprenait le gain sur la vente de SCI en 2024. La diminution du résultat avant impôt de Purolator est principalement attribuable à l'acquisition de Livingston, qui a entraîné une augmentation des coûts de financement. Les dividendes reçus

juste avant la cession de SCI au premier trimestre de 2024 ont eu une incidence sur les résultats des secteurs Postes Canada et Purolator en 2024.

Secteur Postes Canada

Résumé des résultats

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Produits d'exploitation	1 789	1 747	42	4,0 %
Charges d'exploitation	1 900	1 968	(68)	(0,5) %
Résultat d'exploitation	**(111)**	**(221)**	**110**	**50,0 %**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	70	145	(75)	(51,8) %
Résultat avant impôt	**(41)**	**(76)**	**35**	**46,5 %**

En 2024, Postes Canada a enregistré des pertes pour une septième année consécutive, une tendance qui s'est poursuivie tout au long du premier trimestre de 2025. Les pertes d'exploitation au premier trimestre de 2025 se sont amoindries par rapport à l'exercice précédent, les produits ayant augmenté en raison du traitement des arriérés causés par l'arrêt de travail à la fin de 2024 et des augmentations des tarifs réglementés du secteur Courrier transactionnel. Comme la clientèle s'est tournée vers d'autres fournisseurs de services de livraison des colis du cybercommerce, les volumes de colis ont diminué, ce qui a entraîné une baisse des coûts de traitement. En 2024, les pertes ont été en partie contrebalancées par les gains non récurrents et les revenus de dividendes découlant de la vente de SCI au premier trimestre de 2024.

Arrêt de travail et Commission d'enquête sur les relations de travail

L'arrêt de travail du quatrième trimestre de 2024, soit notre période de pointe, a eu une incidence importante sur nos résultats financiers de 2024. Une partie de la clientèle est passée à d'autres transporteurs de colis pour leurs activités ou à d'autres plateformes de marketing ou modes de communication qui ne comptent pas sur nos services. L'incidence financière qu'aura l'arrêt de travail en 2025 et au-delà est difficile à prévoir.

À la fin de 2024, le ministre du Travail a nommé une Commission d'enquête sur les relations de travail afin d'examiner les questions qui achoppent entre Postes Canada et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), ainsi que la situation financière et concurrentielle générale de l'entreprise. Plusieurs jours d'audiences en personne ont eu lieu au début de 2025. Postes Canada, le STTP et de nombreuses autres parties intéressées ont présenté des mémoires. Postes Canada espère toujours que ce processus permettra aux parties d'avoir une compréhension commune des principaux enjeux. La Commission d'enquête sur les relations de travail a présenté son rapport au ministre le 15 mai 2025.

En réponse aux répercussions de l'arrêt de travail, Postes Canada a lancé une stratégie exhaustive de rétablissement au premier trimestre de 2025 axée sur la stabilisation des activités, la récupération des volumes perdus et le rétablissement de la confiance du marché. Consultez la section 2 Activités de base et stratégie pour obtenir plus de renseignements.

Produits par secteur d'activité

	Produits (en millions de dollars)				Volumes (en millions d'articles)			
	T1 2025	**T1 2024**	**Écart ($)**	**Écart (%)**	**T1 2025**	**T1 2024**	**Écart**	**Écart (%)**
Colis	608	802	(194)	(22,9) %	50	68	(18)	(25,8) %
Courrier transactionnel	868	645	223	36,7 %	659	617	42	8,6 %
Marketing direct	257	246	11	5,8 %	1 127	1 058	69	8,3 %
Produits et services grand public	56	54	2	5,1 %	–	–	–	–
Total	**1 789**	**1 747**	**42**	**4,0 %**	**1 836**	**1 743**	**93**	**7,1 %**

Baisse des produits du secteur Colis en raison des répercussions continues de l'arrêt de travail de 2024

Les produits et les volumes du secteur Colis ont diminué considérablement au premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024, en raison des répercussions continues de l'arrêt de travail de 2024 qui a poussé les volumes du secteur Colis vers la concurrence, en particulier vers des acteurs de l'économie à la demande, ce qui a permis à ces derniers de gagner du terrain. Ces volumes sont difficiles à reconquérir, car ces autres fournisseurs de services de livraison ont plus de flexibilité et des offres concurrentielles. Les répercussions de l'arrêt de travail se sont fait sentir dans tous les canaux du régime intérieur, à l'arrivée et au départ. La concurrence est maintenant plus rapide, plus flexible et axée sur la croissance. Les produits et les volumes de colis d'arrivée ont été touchés négativement par la préférence croissante pour les groupeurs commerciaux compétitifs plutôt que pour le réseau postal d'arrivée traditionnel; une grande partie de cette migration est au détriment de Postes Canada. L'incertitude économique découlant des menaces tarifaires et de l'incertitude quant au commerce avec les États-Unis viendra vraisemblablement exacerber l'incidence sur les produits du canal international, tant les services d'arrivée que de départ. L'effet de l'incertitude économique sur les produits du secteur Colis ne peut être quantifié; la baisse générale des dépenses de consommation pourrait être contrebalancée par le déplacement de la demande vers le secteur du détail et les entreprises d'expédition canadiens.

Activités en cours : La croissance du secteur Colis en 2025 sera influencée par les négociations collectives en cours avec le STTP. Tout au long de 2025, nous nous concentrerons

sur les mesures de rétablissement prises avec notre clientèle, la stabilisation des activités, la récupération des volumes perdus et le rétablissement de la confiance du marché.

Bond du secteur Courrier transactionnel en raison des arriérés, des envois électoraux et de l'augmentation des tarifs réglementés

Les produits et les volumes du secteur Courrier transactionnel ont augmenté au premier trimestre de 2025, car les envois réglementaires en retard depuis l'arrêt de travail de 2024 ont été déposés dans le flot du courrier. Les volumes et les produits ont été influencés de façon positive par les élections provinciales (en Ontario), tandis qu'une augmentation de 25 % des tarifs réglementés, qui est entrée en vigueur en janvier 2025, a également eu une incidence positive sur les produits, tout comme l'augmentation tarifaire de 2024, qui est entrée en vigueur en mai 2024. Bien que les résultats soient favorables pour le premier trimestre de 2025 en raison de certains événements non récurrents, on s'attend à une baisse des volumes au cours de la deuxième moitié de 2025, car les particuliers et les entreprises d'expédition continuent d'opter pour les communications numériques.

Activités en cours : La Société n'a pas l'autonomie nécessaire pour établir les tarifs réglementés des timbres; les règlements aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes* exigent que le gouvernement du Canada approuve une telle augmentation tarifaire. Bien que l'augmentation tarifaire de janvier 2025 soit utile, les tarifs sont sous-évalués par rapport à ceux de nombreuses autres administrations postales occidentales et accusent un retard par rapport au taux d'inflation. Afin de mieux répondre aux besoins actuels et futurs de la population canadienne et de satisfaire ses attentes d'une manière financièrement viable, Postes Canada a besoin d'un nouveau processus plus flexible pour raccourcir le calcul et la mise en œuvre des augmentations tarifaires de la poste-lettres ordinaire, tout en veillant à y intégrer les consultations adéquates, un contrôle gouvernemental et un préavis à la clientèle. Postes Canada a présenté des recommandations à la Commission d'enquête sur les relations de travail.

Croissance du secteur Marketing direct en raison d'une demande refoulée

Les produits et les volumes du secteur Marketing direct ont augmenté au premier trimestre de 2025 par rapport à ceux du premier trimestre de 2024 en raison de la demande refoulée à la suite de l'arrêt de travail. La croissance continue découlant des relations avec la clientèle et du développement de produits qui ont donné de l'élan au service Courrier de quartier de Postes Canada[MC] en 2024 a continué d'avoir une incidence positive.

Activités en cours : L'incertitude économique et le marketing numérique devraient avoir une incidence sur les services du secteur Marketing direct. Nous collaborons avec des partenaires de l'industrie et des commerces pour rendre ce secteur plus respectueux de l'environnement

et nous investissons dans des solutions qui aident à mettre en relation les entreprises et la clientèle, tout en respectant la vie privée et les préférences.

Produits relativement stables générés par le secteur d'activité des produits et services grand public

Les produits générés par le secteur d'activité des produits et services grand public ont légèrement augmenté au premier trimestre de 2025 en raison des services de logistique pour les envois électoraux et du service de réexpédition du courrier, qui ont été en partie contrebalancés par la baisse des services financiers et des ventes de pièces de monnaie et d'articles de collection.

Perspectives d'avenir : Nous continuons de travailler en partenariat avec la Banque de développement du Canada sur un programme de prêts pour les petites et moyennes entreprises (PME) tout en faisant la promotion de notre nouveau compte MonArgent en partenariat avec KOHO, une entreprise canadienne de technologie financière de premier plan.

Diminution des charges d'exploitation en raison de la baisse des volumes des colis et de la réduction des investissements autres qu'en capital

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Main-d'œuvre	975	969	6	3,8 %
Avantages du personnel	289	295	(6)	(0,9) %
Autres charges d'exploitation	543	612	(69)	(8,5) %
Amortissement	93	92	1	3,7 %
Total des charges d'exploitation	**1 900**	**1 968**	**(68)**	**(0,5 %)**

Les charges d'exploitation ont diminué au premier trimestre de 2025 par rapport au premier trimestre de 2024, principalement en raison de la baisse des autres charges d'exploitation, les coûts de transport ayant diminué en raison de la baisse des volumes de colis. Les coûts des investissements autres qu'en capital ont également diminué alors que nous continuons de recentrer nos priorités d'investissement pour 2025. Les pressions exercées sur les charges liées à la main-d'œuvre en raison des augmentations salariales et de la hausse des volumes de courrier après la grève ont été en grande partie contrebalancées par deux journées payées de moins au premier trimestre de 2025 par rapport à l'exercice précédent. La baisse des coûts des avantages sociaux s'explique par les augmentations du taux d'actualisation.

Activités en cours : Notre structure de coûts future dépend des négociations entre Postes Canada et le STTP pour les nouvelles conventions collectives et de notre capacité à

gagner une certaine flexibilité dans la livraison des colis (qui est plus coûteuse que la livraison du courrier). Les investissements essentiels dans la conversion de notre progiciel de gestion intégré au SAP S/4HANA se poursuivront tout au long de 2025, tandis que nous continuerons d'accorder la priorité à d'autres projets d'investissement en raison de la détérioration de notre situation financière. Postes Canada a présenté des recommandations à la Commission d'enquête sur les relations de travail au sujet des changements à apporter au *Protocole du service postal canadien* (2009), qui n'a pas évolué au même rythme que les besoins du pays. La Société a besoin de toute urgence de changements qui l'aideraient à contrôler les coûts d'exploitation du réseau.

Rendements des actifs plus élevés que prévu entraînant des gains de réévaluation dans les autres éléments du résultat global

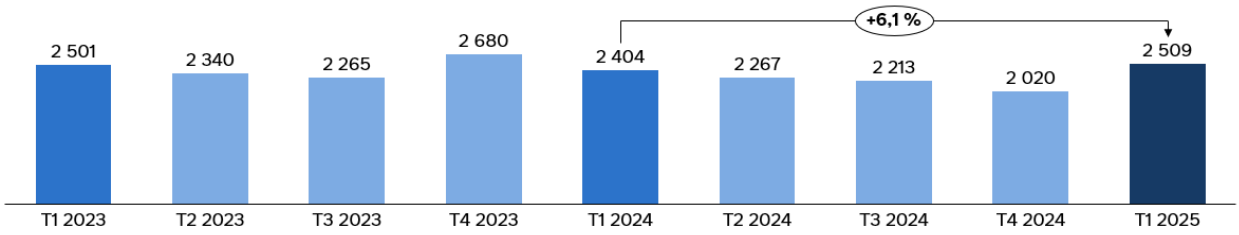
Des gains de réévaluation de 93 millions de dollars, après impôt, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au 29 mars 2025 pour les régimes à prestations déterminées du secteur Postes Canada. La charge actuarielle comptabilisée dans l'état du résultat global et les paiements réguliers n'ont pas été touchés par ces réévaluations. Ces gains sont principalement attribuables aux rendements des actifs plus élevés que prévu au premier trimestre de 2025. L'excédent de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) a diminué pour s'établir à un montant estimé à 2,3 milliards de dollars par rapport à l'estimation de 2,6 milliards de dollars au 31 décembre 2024, principalement en raison d'une baisse du taux d'actualisation utilisé pour mesurer la solvabilité, partiellement contrebalancée par des rendements des actifs plus élevés que prévu au premier trimestre de 2025. Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des services rendus, et aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2025. Les résultats des évaluations actuarielles finales pourraient différer fortement de ces estimations.

Groupe d’entreprises de Postes Canada – 2025

Les graphiques ci-dessous illustrent les principaux résultats consolidés de 2025 du Groupe.

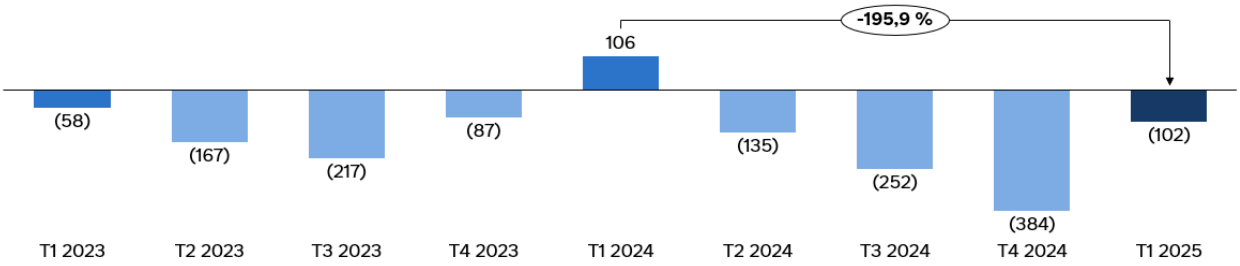
Produits d’exploitation consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



Le tableau ci-dessous présente le rendement consolidé du Groupe pour le premier trimestre de 2025 par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
État consolidé du résultat global					Se reporter à la section 5 – Revue des activités d'exploitation.
Produits d'exploitation	2 509	2 404	105	6,1 %	Augmentation dans tous les secteurs et acquisition de Livingston International par Purolator.
Charges d'exploitation	2 589	2 582	7	3,5 %	Les augmentations causées par l'acquisition de Livingston par Purolator ont en partie contrebalancé la baisse des charges d'exploitation du secteur Postes Canada.
Résultat d'exploitation	(80)	(178)	98	55,2 %	Perte moins élevée dans le secteur Postes Canada.
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(22)	284	(306)	(107,8) %	Augmentation des coûts de financement en 2025 en raison de l'acquisition de Livingston par Purolator par rapport au gain sur la vente de SCI en 2024.
Résultat avant impôt	(102)	106	(208)	(195,9) %	
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(41)	6	(47)	†	Perte avant impôt du Groupe, comparativement à un profit en 2024 en raison du gain sur la vente de SCI.
Résultat net	(61)	100	(161)	(161,2) %	
Résultat global	37	767	(730)	(95,1) %	Baisse des gains de réévaluation en 2025 (provenant principalement des rendements des actifs du Régime plus élevés que prévu) par rapport aux augmentations des taux d'actualisation en 2024.
État consolidé des flux de trésorerie					Se reporter à la section 6 – Liquidités et ressources en capital.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	64	(10)	74	†	Baisse des pertes d'exploitation.
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	(199)	29	(228)	†	Paiements découlant de l'acquisition de Livingston par Purolator et profit de la vente de SCI en 2024 en partie contrebalancés par la baisse des paiements en espèces pour les immobilisations.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	233	(35)	268	†	Produit provenant des nouvelles facilités de crédit obtenues par Purolator pour financer son acquisition de Livingston.

† Pourcentage de variation élevé.

2. Activités de base et stratégie

Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base.

Secteur Postes Canada

La Société a pour mandat de servir toute la population canadienne tout en étant financièrement autonome. La Société continue de travailler avec son actionnaire et ses unités de négociation pour régler les importants problèmes structurels à long terme auxquels fait face le service postal, tout en réalisant sa raison d'être, celle d'être porteurs d'un Canada plus fort, et en obtenant un financement du gouvernement pour maintenir ses liquidités.

Afin de préserver la trésorerie et de remédier à la détérioration de sa situation financière, la Société se concentre à court terme sur l'imposition de restrictions strictes à l'embauche externe et aux dépenses telles que les déplacements, les services de consultation et contractuels, sur l'amélioration de la productivité, l'ajustement de la dotation en fonction du volume et l'augmentation des revenus. Nous continuons de chercher des façons de réaliser des gains d'efficacité sans incidence sur le service.

Nos activités de base et notre stratégie sont décrites à la section 2 Activités de base et stratégie du rapport de gestion du Rapport annuel de 2024. À l'exception des mises à jour ci-dessous liées à notre stratégie de rétablissement, aucun changement majeur n'a été apporté aux stratégies au cours du premier trimestre de 2025.

Plan de rétablissement : Préparer, rebâtir et rassurer. En 2025, nous mettons l'accent sur les mesures de rétablissement prises avec notre clientèle, la stabilisation des activités, la récupération des volumes perdus et le rétablissement de la confiance du marché. Notre plan exhaustif de rétablissement met l'accent non seulement sur la reprise après l'arrêt de travail, mais aussi sur les défis et les occasions plus vastes, y compris les risques géopolitiques comme la guerre tarifaire avec les États-Unis, l'émergence d'un sentiment de fierté nationale canadienne, les élections fédérales et la mise à niveau de notre progiciel de gestion intégré (PGI).

Stratégie de relance de la marque : Achetons chez nous, expédions chez nous. Le récent arrêt de travail a eu une incidence négative sur la marque de Postes Canada. Les petites et moyennes entreprises ont été particulièrement touchées; il est donc essentiel de rétablir la confiance pour reconquérir la clientèle perdue. Du même coup, l'élan de fierté nationale attribuable aux tarifs douaniers et aux menaces d'annexion des États-Unis constitue une occasion unique. Alors que les gens se tournent davantage vers les produits canadiens, le message « Achetons chez nous, expédions chez nous » de Postes Canada lancé au premier trimestre de 2025 aidera l'entreprise à se positionner comme championne du commerce canadien, à rétablir la confiance, à renforcer son rôle de partenaire clé pour les entreprises et à stimuler la reprise.

Secteur Purolator

Le 31 janvier 2025, Les Investissements Purolator Ltée a acquis 100 % des actions de PE Longitude Holding Limited, PE Longitude II Limited et Longitude Holding Limited (les sociétés acquises). Les sociétés acquises exercent leurs activités sous le nom Livingston International, une entreprise internationale de services commerciaux spécialisée dans le courtage en douane, les services transitaires de fret mondiaux et les services-conseils en échanges commerciaux et dont le siège social est à Toronto, en Ontario, au Canada. L'entité acquise deviendra une filiale en propriété exclusive et entièrement indépendante de Purolator et ses activités quotidiennes seront gérées par son équipe de direction actuelle. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Purolator visant à accroître ses capacités internationales, à améliorer sa compétitivité et à se positionner comme leader canadien sur les marchés du fret, des colis et de la logistique, au pays et à l'étranger.

3. Indicateurs de rendement clés

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage pour évaluer le rendement et les progrès de la haute direction par rapport aux priorités stratégiques associées à la transformation de l'entreprise. Des rapports réguliers donnent à la direction et au Conseil d'administration les détails de la performance du secteur. Le tableau ci-dessous présente les progrès et réalisations par rapport aux objectifs de 2025, lesquels témoignent de notre engagement à l'égard de notre personnel et de notre leadership social et environnemental.

Indicateurs de rendement clés			Objectif pour 2025	Résultat du T1 de 2025	État
Nombre total de blessures, sur 12 mois (réduction)[1]			(5,0 %)	18,0 %	C
Diversité du personnel[2]		Autochtones	3,5 %	--	--
		Personnes en situation de handicap	9,1 %	--	--
Émissions de gaz à effet de serre (GES)		Émissions de portées 1 et 2 pour les véhicules et les immeubles[3] (en kilotonnes d'équivalent dioxyde de carbone)	105,9	34,9[4]	A
Ratio de détournement des déchets[5]		Pourcentage de déchets opérationnels solides non dangereux détournés des sites d'enfouissement au moyen de la réduction, de la réutilisation ou du recyclage.	70,4 %	66,7 %	B
Accessibilité numérique		Taux d'accessibilité numérique pour tous les produits numériques actifs	94,0 %	94,0 %	A
Approvisionnement auprès des Autochtones		Dépenses auprès des peuples autochtones (pourcentage de dépenses directes admissibles auprès d'entreprises détenues par des Autochtones)	5,0 %	4,0 %	B
Amélioration des services postaux dans les communautés autochtones		Nombre de communautés bénéficiant de services élargis et améliorés	Plus de 15	4	A
		Nombre de projets en discussion	120	49	A
Retrait de produits illicites du flot de courrier dans les communautés autochtones		Nombre d'articles inspectés et retirés	3 660	1 388	A

Remarques :

État A Objectif atteint selon les paramètres de réussite, ou en voie d'atteindre les objectifs au 31 décembre 2025.
État B L'objectif de rendement n'a pas été atteint en raison d'un écart explicable.
État C Objectif non atteint (résultats hors paramètres de réussite).

1. La mesure de l'objectif pour 2025 a été modifiée au premier trimestre, passant de la fréquence totale des blessures au nombre total de blessures.
2. Bien que les cibles soient établies pour tous les groupes désignés aux fins de l'équité, la Société dépasse la cible de 80 % de la disponibilité sur le marché du travail canadien pour les femmes et les personnes issues de minorités visibles. La Société ne modifie pas les stratégies de recrutement lorsque l'objectif est dépassé. Les rapports pour 2025 dépendent des mises à jour d'Emploi et Développement social Canada, prévues au deuxième trimestre.
3. Les émissions de portée 3, qui comprennent tout le transport en amont, constituent 90 % des émissions de GES produites par Postes Canada. Dans le cadre de nos objectifs fondés sur la science, nous travaillons de concert avec nos fournisseurs afin que 67 % d'entre eux, en fonction des dépenses, adoptent un objectif fondé sur la science d'ici le 31 décembre 2025.
4. Le résultat du premier trimestre de 2025 constitue une prévision et sera vérifié avec un trimestre en retard. Les résultats sont touchés par le caractère saisonnier des activités. La valeur confirmée pour 2025 (exercice complet) sera communiquée dans le *Rapport sur le développement durable de 2025*.
5. Objectif de détourner des sites d'enfouissement au moins 90 % en poids des déchets non dangereux provenant de nos opérations et 90 % de tous les déchets issus de la construction et de la démolition d'ici 2030.

4. Capacités

Examen des enjeux qui influencent notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les indicateurs de rendement clés et à produire des résultats.

En 2025, nous progressons dans nos efforts visant à offrir un service sur lequel tous les Canadiens peuvent compter, à faire preuve de leadership en matière d'environnement et de responsabilité sociale, et à faire ce qu'il faut pour nos employés. À la suite d'un exercice d'établissement des priorités mené à la fin de 2023, certains projets et investissements transformationnels ont été annulés ou suspendus jusqu'en 2025, inclusivement, en raison de nos défis financiers.

4.1 Faire ce qu'il faut pour nos employés

Points saillants du T1 de 2025

Engagement du personnel	• Nous avons reçu un taux de réponse de 66 % pour le personnel hybride et de 59 % pour le personnel opérationnel au Sondage sur l'engagement et le bien-être des employés de 2025. Bien que les résultats démontrent une baisse du moral liée à l'incertitude quant à l'avenir de l'entreprise, les personnes interrogées disent éprouver un sentiment d'appartenance positif et valorisé et avoir établi des liens avec leurs collègues.
Santé, sécurité et bien-être	• Le taux de fréquence totale des blessures et le taux de fréquence des blessures entraînant une perte de temps ont augmenté de 24 % et de 12 %, respectivement, par rapport à ceux de l'année précédente, ce qui souligne la nécessité d'une vigilance continue. Les difficultés importantes découlant des négociations collectives et des changements majeurs apportés aux opérations continueront de nuire à nos résultats en 2025. • Nous avons lancé le réseau de soutien des pairs pour les chefs d'équipe, un programme qui continue de croître. • Nous avons organisé des séances avec des spécialistes du Programme d'aide aux employés et à la famille (PAEF) pour l'ensemble des chefs d'équipe, leur offrant des outils pour les défis quotidiens et les situations d'urgence. • Nous avons offert à l'ensemble des chefs d'équipe des séances de formation avec des membres de la direction des Opérations sur les interactions positives en matière de sécurité dans le cadre du plan d'amélioration de la santé et de la sécurité. • Nous avons lancé la feuille de route de la santé et de la sécurité, qui décrit les campagnes obligatoires et les activités que toutes les installations doivent mettre en œuvre selon les meilleures pratiques.
Équité, diversité et inclusion	• Nous avons obtenu une cote de 4,17 sur 5, et avons atteint 212 des 275 étapes de référence mondiale pour la diversité, l'équité et l'inclusion évaluées par Diversio (Centre canadien pour la diversité et l'inclusion), en voie d'atteindre notre objectif quinquennal. • Nous avons terminé le programme pilote de mentorat sur l'équité, la diversité et l'inclusion, auquel ont participé 313 personnes réparties dans trois cohortes : des Autochtones, des personnes vivant avec un handicap et des membres des minorités visibles. • Nous avons donné cinq séances de formation à l'aide de la trousse d'outils sur les droits de la personne, qui ont porté sur le respect en milieu de travail, l'identité de genre et l'obligation de prendre des mesures d'adaptation.

Relations du travail

État des négociations

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes – Exploitation postale urbaine (STTP-EPU) et Factrices et facteurs ruraux et suburbains (STTP-FFRS).

Les conventions collectives des unités de négociation STTP-EPU et STTP-FFRS ont pris fin respectivement le 31 janvier 2024 et le 31 décembre 2023. Le 13 décembre 2024, après plus de 30 jours de grève à l'échelle nationale, le ministre du Travail a amorcé un processus avec le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI) afin d'évaluer la probabilité que Postes Canada et le STTP concluent de nouvelles ententes d'ici la fin de 2024. Le Conseil canadien des relations industrielles a conclu que les parties étaient dans une impasse. Par conséquent, le personnel a reçu l'ordre de retourner au travail, suspendant ainsi la grève, et nos opérations postales ont repris le 17 décembre 2024. Les conventions collectives actuelles du STTP-EPU et du STTP-FFRS ont également été prolongées jusqu'au 22 mai 2025. Un autre arrêt de travail ne peut pas avoir lieu avant cette date.

Le ministre a nommé le commissaire William Kaplan à la tête d'une Commission d'enquête sur les relations de travail. Le vaste mandat de la Commission consistait notamment à enquêter sur les causes de l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations et à recommander éventuellement des changements à apporter aux conventions collectives. Les audiences de la Commission ont eu lieu au début de 2025 et des recommandations ont été présentées au ministre.

Même si ce processus se terminera après la remise du rapport de la Commission, les parties peuvent continuer les négociations. Postes Canada demeure déterminée à conclure de nouvelles conventions collectives.

Bien qu'il soit difficile de prédire son ampleur, l'incidence financière de l'arrêt de travail pendant la période de pointe à la fin de 2024 se poursuivra en 2025 et au-delà.

Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA)

La convention collective actuelle entre Postes Canada et l'ACMPA a pris fin le 31 décembre 2023. Le 12 décembre 2024, Postes Canada a présenté une offre globale à l'ACMPA. Bien que les parties soient d'accord sur plusieurs points, l'ACMPA a informé Postes Canada qu'elle croit que les parties sont dans une impasse et qu'elles devront procéder à la sélection d'une offre finale. Dans le cadre de ce processus, une ou un arbitre choisit l'une des offres finales des parties dans son ensemble.

Les parties se sont maintenant entendues sur l'arbitre et les dates d'audience ont été fixées en juin 2025. Pendant ce processus, les modalités de la convention collective actuelle, qui a expiré le 31 décembre 2023, continuent de s'appliquer. Le processus de négociation avec l'ACMPA ne comprend pas la possibilité d'un arrêt de travail.

Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)

En mai 2024, Postes Canada a reçu un avis de négociation de l'AFPC/SEPC qui a lancé le processus de négociation. Après environ un an de négociations, Postes Canada et l'AFPC/SEPC ont convenu de reporter les négociations pour une nouvelle convention collective à août 2026, ou jusqu'à ce que les deux parties conviennent de reprendre les négociations.

L'entente comprend une augmentation salariale de 5 % rétroactive à septembre 2024 pour le personnel représenté par l'AFPC et une mise à jour du barème des tarifs de soins dentaires aux tarifs de 2024. Les deux parties ont également convenu que la nouvelle convention collective qui sera négociée sera d'une durée de cinq ans. La convention collective actuelle, qui a pris fin le 31 août 2024, continue de s'appliquer.

Cette entente de report aidera à maintenir la stabilité pendant les périodes de transformation importantes de l'entreprise.

Association des officiers des postes du Canada (AOPC)

En décembre 2024, Postes Canada a reçu un avis de négociation de l'Association des officiers des postes du Canada (AOPC). Afin d'assurer la stabilité et la continuité des opérations, Postes Canada et l'AOPC ont convenu de reporter les négociations pour une nouvelle convention collective au 1er mars 2026. L'entente de report comprend une augmentation salariale de 5 % pour le personnel représenté par l'AOPC et une mise à jour du barème des tarifs de soins dentaires de 2024, entrant toutes deux en vigueur le 1er avril 2025. Les deux parties ont convenu que la convention collective actuelle, qui a pris fin le 31 mars 2025, continuera de s'appliquer.

4.2 Réseau, infrastructure et innovations

Points saillants du T1 de 2025

Réseau et capacité	• Nous avons agrandi le poste de facteurs de Collingwood, en Ontario, modifié trois bureaux de poste en Alberta et en Colombie-Britannique, et ouvert un centre de distribution à Kentville, en Ontario. • Nous avons modernisé le bureau d'échange international de Montréal grâce à une automatisation avancée qui facilitera les processus douaniers et améliorera le rendement de livraison à temps à l'échelle internationale.
Produits et services innovateurs	• En partenariat avec KOHO, une entreprise canadienne de technologie financière de premier plan, nous avons lancé à l'échelle nationale le nouveau compte MonArgent Postes Canada, un compte d'épargne et de dépenses assorti de forfaits sans frais ou à frais modiques et conçu pour répondre aux besoins quotidiens de la population canadienne.
Technologie	• Nous avons lancé les ateliers Ma connexion bien-être pour présenter le portail d'indicateurs avancés et les outils de sécurité qui permettront à tout le personnel de signaler de façon proactive les dangers en milieu de travail.

4.3 Priorités environnementales, sociales et de gouvernance

Points saillants de 2024	
Développement durable	• Nous avons terminé la mise en œuvre de la phase 1 de notre programme zéro déchet dans plus de 80 établissements et postes de facteurs. • Nous avons terminé la phase 1 du projet de réduction des émissions dans nos immeubles, qui comprenait l'électrification des systèmes de chauffage dans nos immeubles et des mesures supplémentaires liées à l'efficacité énergétique pour réduire notre empreinte de gaz à effet de serre.
Critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG)	• Nous avons été reconnus par Corporate Knights comme l'une des 25 sociétés du secteur public les plus écoresponsables au monde.
Accessibilité	• Nous avons terminé les phases 1 et 2 de notre formation en ligne sur la sensibilisation à l'accessibilité, compléments de notre politique et de notre stratégie d'accessibilité, et conformément à la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. • Nous avons élaboré et mis en place un cadre de consultation avec les personnes vivant avec un handicap, comme l'exige la *Loi canadienne sur l'accessibilité*. • Nous avons élaboré et mis en place un mécanisme de rapports trimestriels pour suivre les thèmes dans les commentaires sur l'accessibilité reçus en français et en anglais, comme l'exige la *Loi canadienne sur l'accessibilité*.
Communautés autochtones	• Nous avons amélioré les services postaux en ouvrant de nouveaux bureaux de poste concessionnaires sur l'île Stevenson, et à Long Plains, au Manitoba, et en convertissant un emplacement de concessionnaire non automatisé à Lac Seul, en Ontario, en un comptoir entièrement automatisé.

Notre Rapport sur le développement durable contient davantage d'information sur nos initiatives pour l'environnement, l'équité et l'inclusion, la réconciliation avec les Autochtones et le soutien aux petites entreprises et à l'économie locale.

5. Revue des activités d'exploitation

Examen détaillé de notre performance financière au premier trimestre de 2025.

5.1 Résultats d'exploitation consolidés

Tendances consolidées

Le tableau suivant présente les résultats consolidés du Groupe pour les neuf derniers trimestres et illustre le caractère saisonnier de ses activités. Les pics de demande de services ont lieu au quatrième trimestre, soit pendant la période des Fêtes, qui est la période de pointe. Les volumes baissent généralement dans les trimestres qui suivent, les creux se produisant au troisième trimestre. Les coûts fixes importants du Groupe ne varient pas au cours de l'année.

(en millions de dollars)

	T1 2025	T4 2024	T3 2024	T2 2024	T1 2024	T4 2023	T3 2023	T2 2023	T1 2023
Produits d'exploitation	2 509	2 020	2 213	2 267	2 404	2 680	2 265	2 340	2 501
Charges d'exploitation	2 589	2 393	2 455	2 461	2 582	2 764	2 485	2 508	2 560
Résultat d'exploitation	**(80)**	**(373)**	**(242)**	**(194)**	**(178)**	**(84)**	**(220)**	**(168)**	**(59)**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(22)	(11)	(10)	59	284	(3)	3	1	1
Résultat avant impôt	**(102)**	**(384)**	**(252)**	**(135)**	**106**	**(87)**	**(217)**	**(167)**	**(58)**
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(41)	(88)	(42)	(122)	6	215	(54)	(40)	(13)
Résultat net	**(61)**	**(296)**	**(210)**	**(13)**	**100**	**(302)**	**(163)**	**(127)**	**(45)**

Résultats consolidés du premier trimestre de 2025

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	$ Écart	% Écart	Explication des écarts importants
Produits d'exploitation	2 509	2 404	105	6,1 %	Augmentation dans tous les secteurs et acquisition de Livingston International (Livingston) par Purolator.
Charges d'exploitation	2 589	2 582	7	3,5 %	L'acquisition de Livingston par Purolator en partie compensée par la baisse des charges d'exploitation du secteur Postes Canada.
Résultat d'exploitation	(80)	(178)	98	55,2 %	Perte dans le secteur Postes Canada.
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(22)	284	(306)	(107,8) %	Augmentation des coûts de financement en 2025 en raison de l'acquisition de Livingston par Purolator par rapport au gain sur la vente de SCI.
Résultat avant impôt	(102)	106	(208)	(195,9) %	
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(41)	6	(47)	†	Perte avant impôt du Groupe, comparativement à un profit en 2024 en raison du gain sur la vente de SCI.
Résultat net	(61)	100	(161)	(161,2) %	
Autres éléments du résultat global	98	667	(569)	(85,2) %	Gains de réévaluation provenant principalement des rendements des actifs du Régime plus élevés que prévu en 2025 par rapport aux augmentations des taux d'actualisation en 2024.
Résultat global	**37**	**767**	**(730)**	**(95,1) %**	

† Pourcentage de variation élevé.

Au premier trimestre de 2025, le Groupe a enregistré une perte d'exploitation qui s'est améliorée de 98 millions de dollars (+55,2 %) par rapport au premier trimestre de 2024. Cela est attribuable en grande partie à l'augmentation du total des produits dans tous les secteurs et à la baisse des coûts dans le secteur Postes Canada, en partie contrebalancée par l'augmentation des coûts dans le secteur Purolator. Au premier trimestre de 2024, la période de comparaison, les pertes d'exploitation ont été réduites par le gain sur la vente de SCI. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 5.3 à 5.4.

5.2 Résultats d'exploitation par secteur

Résultats par secteur – Résultat avant impôt

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	(41)	(76)	35	46,5 %
Purolator	19	39	(20)	(51,6) %
Écritures de consolidation et éliminations	(80)	143	(223)	(155,6) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	**(102)**	**106**	**(208)**	**(195,9) %**

Les résultats du Groupe se sont détériorés et affichent une perte avant impôt, comparativement à un profit enregistré au premier trimestre de 2024. Le gain consolidé (avant impôt) sur la vente de SCI, dans la catégorie Écritures de consolidation et éliminations, a largement contribué aux résultats de l'exercice précédent, tout comme les dividendes reçus juste avant la cession de SCI dans les secteurs Postes Canada et Purolator. Ces dividendes ont été éliminés au moment de la consolidation.

5.3 Secteur Postes Canada

Les pertes d'exploitation du secteur Postes Canada ont diminué au premier trimestre de 2025 comparativement à la même période en 2024 en raison d'une augmentation des produits du secteur Courrier transactionnel contrebalancée en partie par une baisse des volumes de colis. La baisse des charges découlant des volumes de colis réduits a entraîné des économies sur les frais de transport, et une baisse des coûts des investissements autres qu'en capital en raison de la redéfinition des priorités a elle aussi contribué à l'amélioration du résultat.

Résumé des résultats du premier trimestre de 2025

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Produits d'exploitation	1 789	1 747	42	4,0 %
Charges d'exploitation	1 900	1 968	(68)	(0,5) %
Résultat d'exploitation	**(111)**	**(221)**	**110**	**50,0 %**
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	70	145	(75)	(51,8) %
Résultat avant impôt	**(41)**	**(76)**	**35**	**46,5 %**

Produits d'exploitation

Au premier trimestre de 2025, les produits et les volumes totaux ont augmenté par rapport à ceux de 2024. Cette augmentation est principalement attribuable aux envois réglementaires qui ont été déposés après l'arrêt de travail à la fin de 2024. De plus, les envois pour les élections provinciales ont entraîné une hausse des produits générés par le courrier au premier trimestre de 2025. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la baisse des volumes du secteur Colis en raison des répercussions à long terme de l'arrêt de travail de 2024, alors que la clientèle s'est tournée vers d'autres transporteurs. Les revenus du secteur Marketing direct ont été relativement stables.

Produits et volumes selon le secteur d'activité

	Produits (en millions de dollars)				**Volumes** (en millions d'articles)			
	T1 2025	**T1 2024**	**$ Écart**	**% Écart**	**T1 2025**	**T1 2024**	**Écart**	**% Écart**
Colis du régime intérieur	484	647	(163)	(23,9) %	41	56	(15)	(26,1) %
Colis de départ	65	73	(8)	(9,5) %	3	3	–	(7,5) %
Colis d'arrivée	50	71	(21)	(29,2) %	6	9	(3)	(30,7) %
Autres	9	11	(2)	(12,4) %	–	–	–	–
Total – Colis	**608**	**802**	**(194)**	**(22,9) %**	**50**	**68**	**(18)**	**(25,8) %**
Poste-lettres du régime intérieur	824	611	213	37,0 %	636	595	41	8,5 %
Poste aux lettres de départ	24	18	6	33,6 %	9	9	–	13,3 %
Poste aux lettres d'arrivée	20	16	4	30,3 %	14	13	1	8,5 %
Total – Courrier transactionnel	**868**	**645**	**223**	**36,7 %**	**659**	**617**	**42**	**8,6 %**
Courrier personnalisé de Postes Canada[MC]	102	104	(2)	(0,3) %	165	170	(5)	(1,8) %
Courrier de quartier de Postes Canada[MC]	114	107	7	7,6 %	918	849	69	10,0 %
Total – Marketing Intelliposte[MC]	216	211	5	3,7 %	1 083	1 019	64	8,0 %
Poste-publications[MC]	33	28	5	19,2 %	42	37	5	15,3 %
Correspondance-réponse d'affaires[MC] et autre courrier	4	4	–	16,3 %	2	2	–	13,9 %
Produits de données	4	3	1	8,5 %	–	–	–	–
Total – Marketing direct	**257**	**246**	**11**	**5,8 %**	**1 127**	**1 058**	**69**	**8,3 %**
Produits et services grand public	**56**	**54**	**2**	**5,1 %**	**–**	**–**	**–**	**–**
Total	**1 789**	**1 747**	**42**	**4,0 %**	**1 836**	**1 743**	**93**	**7,1 %**

Colis

Les produits du secteur d'activité Colis au premier trimestre de 2025 ont diminué de 194 millions de dollars (-22,9 %) pour une baisse des volumes de 18 millions d'articles (-25,8 %) par rapport au premier trimestre de 2024. Les répercussions persistantes de l'arrêt de travail de 2024, l'incertitude quant à la possibilité d'un autre arrêt de travail en 2025, les menaces tarifaires continues et l'incertitude économique ont eu une incidence négative sur toutes les catégories des colis au premier trimestre. Bien que le ralentissement économique potentiel puisse avoir une incidence correspondante sur le marché des colis en raison de la baisse des dépenses de consommation discrétionnaires, il peut également contribuer à la tendance d'acheter canadien au sein de la population canadienne, ce qui pourrait entraîner un déplacement de la demande vers les détaillants et les entreprises d'expédition du pays. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Colis du régime intérieur** ont baissé de 163 millions de dollars (-23,9 %) en raison des parts de marché gagnées par la concurrence, comme les entreprises bien établies à l'échelle mondiale et les nouvelles entreprises d'expédition à faible coût qui fournissent des services flexibles et fiables. L'arrêt de travail au quatrième trimestre de 2024 a continué d'avoir une incidence durable, car une part de la clientèle a trouvé d'autres fournisseurs de services de livraison et n'est pas encore revenue à Postes Canada. La menace d'un autre arrêt de travail au deuxième trimestre est également un facteur.
- Les produits de la catégorie **Colis de départ** (produits liés à l'affranchissement auprès de la clientèle du régime intérieur pour les colis à destination d'administrations postales étrangères) ont baissé de 8 millions de dollars (-9,5 %) par rapport à l'année précédente. Les produits des colis de départ par article diffèrent selon le pays de destination ainsi que les canaux de vente (clientèle de la vente au détail ou clientèle commerciale). Au premier trimestre de 2025, les produits ont été touchés négativement par les répercussions continues de l'arrêt de travail et de l'incertitude commerciale.
- Les produits de la catégorie **Colis d'arrivée** (droits payés à Postes Canada par d'autres administrations postales pour la livraison des envois provenant de l'extérieur du Canada) ont diminué de 21 millions de dollars (-29,2 %). Le volume du courrier d'arrivée a diminué alors que les pays continuent de délaisser le réseau postal pour se tourner vers des canaux commerciaux concurrentiels et des entreprises à faible coût. L'incertitude économique et commerciale a exacerbé les baisses.
- Les produits de la catégorie **Autres**, qui comprennent principalement les frais provenant du Programme des importations postales assujetties à des droits de douane, ont diminué de 2 millions de dollars (-12,4 %) en raison de la baisse des volumes d'articles d'arrivée visés par des droits de douane et des taxes.

Courrier transactionnel

Les produits et les volumes du secteur d'activité Courrier transactionnel ont connu une hausse de respectivement 223 millions de dollars (+36,7 %) et 42 millions d'articles (+8,6 %) au premier trimestre de 2025, comparativement à ceux du premier trimestre de 2024. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits de la catégorie **Poste-lettres du régime intérieur** ont augmenté de 213 millions de dollars (+37,0 %) au premier trimestre de 2025 en raison des envois pour les élections provinciales en Ontario et des envois réglementaires, ainsi que des volumes en retard à la suite de l'arrêt de travail de la fin de 2024. Des augmentations tarifaires pour les articles du service Poste-lettres, les envois Poste aux lettres du régime international et les droits postaux de services spéciaux sont entrées en vigueur en mai 2024 et en janvier 2025, et ont également contribué à l'augmentation des produits.
- Les produits des catégories **Poste aux lettres de départ** et **Poste aux lettres d'arrivée** ont augmenté respectivement de 6 millions de dollars (+33,6 %) et de 4 millions de dollars (+30,3 %) au premier trimestre de 2025 par rapport à ceux de 2024, en raison de la demande refoulée à la suite de l'arrêt de travail, alors que les administrations postales ont commencé à accepter le courrier à destination de l'étranger. Les produits du service Poste aux lettres de départ sont générés par la clientèle du régime intérieur pour le courrier destiné à d'autres administrations postales tandis que les produits du service Poste aux lettres d'arrivée sont recueillis par d'autres administrations postales, puis partagés avec Postes Canada, puisqu'elle assure la livraison de leur courrier au Canada.

Marketing direct

Les produits du secteur Marketing direct ont connu une hausse de 11 millions de dollars (+5,8 %) pour une augmentation de 69 millions d'articles (+8,3 %) au premier trimestre de 2025, comparativement au premier trimestre de 2024. Voici les détails, répartis par catégorie de produits :

- Les produits du service **Courrier personnalisé**[MC] ont diminué de 2 millions de dollars (-0,3 %), tandis que la croissance enregistrée au début de l'année à la suite de l'arrêt de travail a été contrebalancée par l'érosion des volumes causée par l'incertitude économique. La proposition de valeur de notre offre de service demeure solide.
- Les produits du service **Courrier de quartier**[MC] ont augmenté de 7 millions de dollars (+7,6 %) au premier trimestre de 2025 en raison de la croissance des volumes et des affaires.
- Les produits et les volumes du service **Poste-publications** ont été influencés de façon positive par la demande refoulée à la suite de l'arrêt de travail de la fin de 2024. Les

volumes pour le reste de 2025 devraient diminuer, car les entreprises privilégient les abonnements et les campagnes numériques.
- Les produits de la catégorie **Correspondance-réponse d'affaires[MC] et autre courrier** ont augmenté en raison de la hausse des envois de publipostage et des ventes de produits de données.

Produits et services grand public

Les produits générés par le secteur d'activité des **produits et services grand public** ont augmenté de 2 millions de dollars (+5,1 %), principalement en raison des services de logistique pour les envois électoraux et du service de réacheminement du courrier, un service lié au marché du logement au Canada. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la baisse des services financiers et des ventes de pièces de monnaie et d'articles de collection.

Charges d'exploitation

Au premier trimestre de 2025, les charges d'exploitation du secteur Postes Canada ont diminué de 68 millions de dollars (-0,5 %) par rapport au premier trimestre de 2024, principalement en raison de la baisse des autres charges d'exploitation, les coûts de transport ayant diminué en raison de la baisse des volumes de colis et les coûts des investissements autres qu'en capital ont également diminué alors que nous continuons de recentrer nos priorités d'investissement pour 2025. La pression exercée sur les charges liées à la main-d'œuvre en raison des augmentations salariales et de la hausse des volumes de courrier après l'arrêt de travail à la fin de 2024 a été en grande partie contrebalancée par deux journées payées de moins au premier trimestre de 2025 par rapport à l'exercice précédent. La baisse des coûts des avantages sociaux s'explique par les augmentations du taux d'actualisation.

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Main-d'œuvre	975	969	6	3,8 %	Augmentations salariales et hausse des volumes de courrier après la grève en grande partie contrebalancées par deux journées payées de moins.
Avantages du personnel	289	295	(6)	(0,9) %	De solides rendements des actifs et une augmentation du taux d'actualisation qui ont fait baisser les charges au titre des prestations de retraite n'ayant aucun effet sur la trésorerie.
Total des charges de la main-d'œuvre et des avantages du personnel	**1 264**	**1 264**	**–**	**(3,1) %**	
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	312	352	(40)	(8,5) %	Baisse des coûts de transport en raison de la baisse des volumes de colis.
Immobilier, installations et entretien	72	75	(3)	(0,7) %	
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	124	129	(5)	(4,0) %	Initiatives de réduction des coûts dans plusieurs secteurs.
Charge d'investissement autre qu'en capital	35	56	(21)	(36,4) %	Ajustement de l'orientation des projets d'investissement.
Total des autres charges d'exploitation	**543**	**612**	**(69)**	**(8,5) %**	
Amortissement	93	92	1	3,7 %	
Total des charges d'exploitation	**1 900**	**1 968**	**(68)**	**(0,5) %**	

Produits (charges) des activités d'investissement et de financement, montant net

Au premier trimestre de 2025, les produits nets des activités d'investissement et de financement de 70 millions de dollars ont diminué de 75 millions de dollars (-51,8 %) par rapport au premier trimestre de 2024. Le solde de l'année précédente de 145 millions de dollars incluait des dividendes reçus avant la cession de la SCI. Des revenus de dividendes ont été reçus par Purolator au premier trimestre pour les deux périodes présentées. Les dividendes ont été éliminés lors de la consolidation.

5.4 Secteur Purolator

Le résultat avant impôt du secteur Purolator a diminué de 20 millions de dollars (-51,6 %) au premier trimestre de 2025 par rapport à celui du premier trimestre de 2024. Les résultats de Livingston International (Livingston) ont été consolidés à partir de la date d'acquisition, le 31 janvier 2025, ce qui a une incidence sur la comparaison des résultats financiers avec ceux du premier trimestre de 2024.

Résumé des résultats

(en millions de dollars)

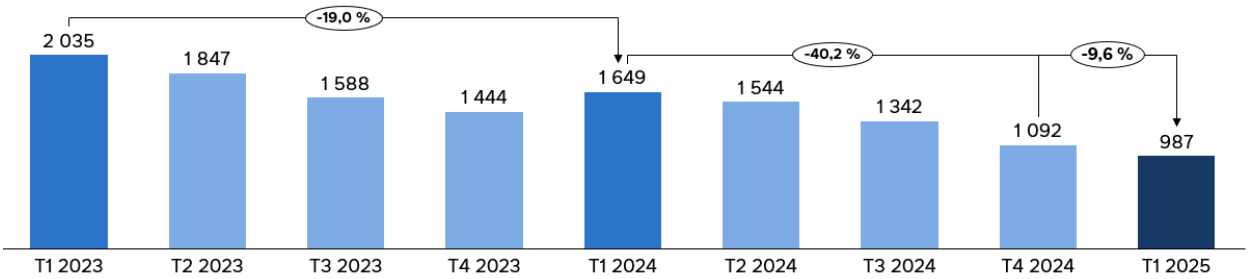
	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Produits d'exploitation	**724**	**623**	**101**	**18,3 %**	Acquisition de Livingston et croissance des volumes de colis.
Main-d'œuvre	294	234	60	29,9 %	Acquisition de Livingston, inflation et volumes de colis plus élevés.
Avantages du personnel	63	73	(10)	(11,8) %	
Autres charges d'exploitation	287	254	33	16,6 %	Acquisition Livingston et augmentation des volumes de colis.
Amortissement	49	31	18	67,3 %	Acquisition de Livingston et investissements en capital plus élevés.
Charges d'exploitation	**693**	**592**	**101**	**21,0 %**	
Résultat d'exploitation	**31**	**31**	**–**	**0,6 %**	
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	(12)	8	(20)	(254,4) %	Charge d'intérêts sur la nouvelle dette.
Résultat avant impôt	**19**	**39**	**(20)**	**(51,6) %**	

6. Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital.

6.1 Trésorerie, équivalents de trésorerie et titres négociables

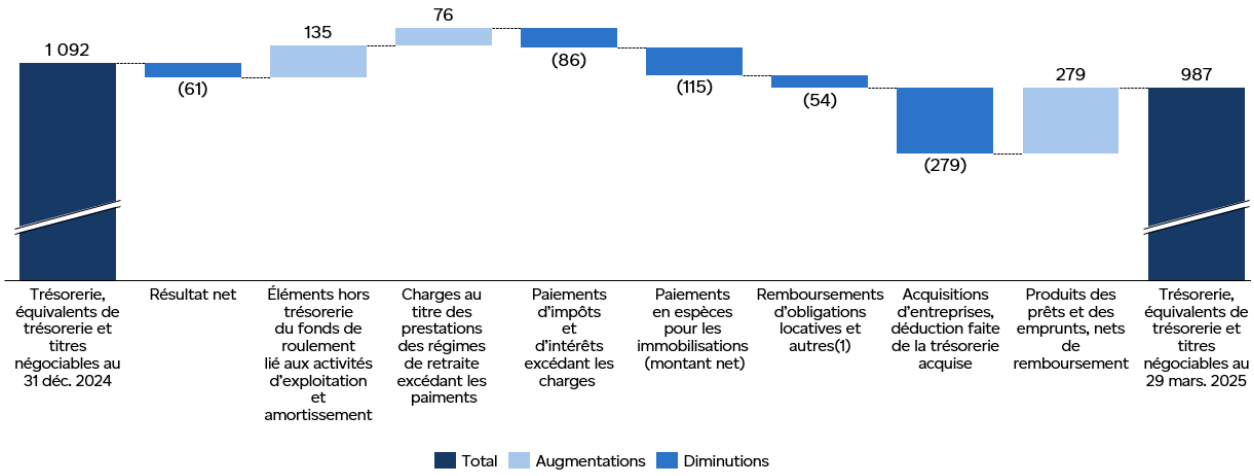
(en millions de dollars)



Le Groupe détenait de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables qui se chiffraient à 987 millions de dollars au 29 mars 2025, comparativement à 1 092 millions de dollars au 31 décembre 2024. La diminution de 105 millions de dollars (-9,6 %) est attribuable aux paiements en espèces au titre des immobilisations et aux pertes d'exploitation dans le secteur Postes Canada.

Variation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des titres négociables pour le premier trimestre de 2025

(en millions de dollars)



1. Comprend l'effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La diminution des titres négociables de 205 millions de dollars (-70,6 %) et l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 100 millions de dollars (+12,5 %) sont attribuables aux paiements en espèces au titre des immobilisations et aux pertes d'exploitation dans le secteur Postes Canada. L'acquisition de Livingston par Purolator a été compensée par les produits provenant des nouvelles facilités de crédit, après remboursement.

État consolidé des flux de trésorerie

(en millions de dollars)

	T1 2025	T1 2024	$ Écart	% Écart	Explication des écarts importants
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	64	(10)	74	†	Diminution des pertes d'exploitation.
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	(199)	29	(228)	†	Paiements découlant de l'acquisition de Livingston par Purolator et profits de la vente de SCI en 2024 en partie contrebalancés par de moindres paiements en espèces au titre des immobilisations.
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	233	(35)	268	†	Produit provenant des nouvelles facilités de crédit obtenues par Purolator pour financer son acquisition de Livingston.

† Pourcentage de variation élevé.

Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)*

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Postes Canada	18	62	(44)	(71,0) %
Purolator	30	52	(22)	(44,5) %
Groupe d'entreprises de Postes Canada	48	114	(66)	(58,8) %

* Les acquisitions d'immobilisations comprennent les immobilisations acquises, mais qui n'ont pas encore été payées; elles diffèrent du montant présenté au titre des immobilisations à l'état consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie.

Secteur Postes Canada

(en millions de dollars)*

	T1 2025	T1 2024	Écart ($)	Écart (%)
Acquisitions d'immobilisations	18	62	(44)	(71,0) %
Charge d'investissement autre qu'en capital	35	56	(21)	(36,4) %
Investissement total	**53**	**118**	**(65)**	**(55,6) %**

* Dans le cadre d'un projet, en raison de leur nature, certains coûts répondent aux critères des IFRS pour être capitalisés en tant qu'actif dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière (investissement en capital), tandis que d'autres ne le peuvent pas et doivent être comptabilisés en tant qu'autres charges d'exploitation dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat global (investissements autres qu'en capital).

Au premier trimestre de 2025, comparativement au premier trimestre de 2024, les investissements du secteur Postes Canada ont diminué, avec des baisses dans les investissements en capital et les investissements autres qu'en capital. Bien que nous

maintenions notre engagement à long terme à l'égard des trois piliers de notre plan de transformation, nous avons continué d'ajuster l'orientation de nos projets d'investissement en 2025 et de prioriser les investissements nécessaires pour rivaliser avec la concurrence, offrir un excellent service à la population canadienne et assurer la sécurité de notre personnel. Au cours du premier trimestre de 2025, nous avons mis l'accent sur les éléments suivants :

- Nous avons poursuivi la mise à niveau de notre progiciel de gestion intégré (PGI) en intégrant des plateformes techniques modernisées à divers processus administratifs.
- Nous avons assuré l'entretien et le réapprovisionnement des actifs (p. ex., en remplaçant les actifs devenus désuets), y compris le matériel de rue, les installations et l'équipement.
- Nous avons amélioré l'efficacité de notre réseau.
- Nous avons modernisé nos applications, notre infrastructure et nos plateformes destinées à la clientèle.
- Nous avons investi dans des initiatives de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

6.2 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Situation de capitalisation et allégement de solvabilité

À la fin du premier trimestre de 2025, l'excédent de solvabilité (selon la valeur marchande des actifs du régime) du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) était estimé à 2,3 milliards de dollars, soit une diminution de près de 300 millions de dollars par rapport à l'estimation à la fin de l'exercice 2024, principalement en raison d'une baisse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer la solvabilité, partiellement contrebalancée par des rendements des actifs plus élevés que prévu au premier trimestre de 2025. La plus récente évaluation actuarielle pour la capitalisation du Régime a révélé un excédent sur le plan de la continuité.

Réévaluations

Aux fins comptables, un gain de réévaluation de 99 millions de dollars après impôt au titre du Régime a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global, principalement en raison des rendements des actifs plus élevés que prévu au premier trimestre de 2025.

Cotisations

Étant donné que la situation de capitalisation de fin d'exercice du Régime dépasse les seuils prévus par la loi, Postes Canada n'est pas autorisée à verser des cotisations au titre des

services rendus, et aucun paiement spécial de solvabilité n'est requis pour 2025. Les résultats des évaluations actuarielles finales pourraient différer fortement de ces estimations. L'évaluation au 31 décembre 2024 sera déposée en juin 2025.

6.3 Liquidités et ressources en capital

Liquidités

Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada disposait de 837 millions de dollars en placements liquides non affectés au 29 mars 2025, soit une position de liquidité nette de -161 millions de dollars (-180 millions de dollars en 2024) une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (998 millions de dollars en 2024). L'augmentation de 19 millions de dollars de la position de liquidité nette du secteur est principalement attribuable aux flux de trésorerie d'exploitation. En juillet 2025, les obligations de série 2 de 500 millions de dollars arriveront à échéance et créeront une pression importante sur les flux de trésorerie. Au 29 mars 2025, les fonds accumulés et les marges de crédit immédiatement accessibles étaient insuffisants pour respecter les modalités contractuelles de remboursement en 2025. Des mesures de liquidité à court terme, sous la forme d'un financement remboursable du gouvernement en vertu de l'article 31 de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, ont été approuvées par le gouverneur en conseil le 31 janvier 2025. Ce financement remboursable est nécessaire pour prévenir l'insolvabilité et assurer la continuité des services postaux au cours de l'exercice du gouvernement du Canada qui prendra fin le 31 mars 2026. La Société s'attend à recevoir un tel financement au milieu de 2025. La Société gère soigneusement les dépenses discrétionnaires et d'investissement afin de préserver sa trésorerie. Se reporter à la note 2 a) des états financiers consolidés résumés intermédiaires du premier trimestre de 2025 de Postes Canada pour connaître les jugements et les estimations relatifs à la continuité de l'exploitation.

Secteur Purolator

Purolator dispose d'un total de 149 millions de dollars de trésorerie non affectée et de facilités de crédit disponibles de 355 millions de dollars au 29 mars 2025, ce qui lui assure des liquidités suffisantes pour soutenir ses activités pendant au moins les 12 prochains mois.

Accès aux marchés financiers

Le Groupe estime que les arrangements décrits ci-dessous lui procurent un accès suffisant et opportun aux marchés financiers.

Secteur Postes Canada

En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, les emprunts à un autre organisme que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars. De plus, conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, le secteur Postes Canada peut également emprunter jusqu'à 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada, ce qui nécessite l'approbation du gouverneur en conseil et du ministre des Finances. Tout autre emprunt devra respecter la limite fixée par le plan d'emprunt approuvé, et les modalités de chaque emprunt exigeront l'approbation du ministre des Finances.

Conformément au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la ministre des Finances a approuvé le montant total du capital impayé pour tous les emprunts à court terme en 2025 dont l'échéance est d'un an ou moins, jusqu'à concurrence de 600 millions de dollars, pour la période se terminant le 31 décembre 2025. Les emprunts à court terme peuvent consister en une marge de crédit ou l'émission de billets à ordre ne devant pas dépasser 100 millions de dollars, et les facilités d'emprunt à court terme supplémentaires aux fins de gestion de la trésorerie d'urgence ne doivent pas dépasser 500 millions de dollars. Postes Canada a conclu, avec des institutions financières, des conventions pour des facilités de crédit à court terme totalisant 595 millions de dollars (47 millions de dollars au 31 décembre 2024). Au 29 mars 2025, des lettres de crédit de 19 millions de dollars (19 millions de dollars au 31 décembre 2024) ont été émises.

Ses emprunts totalisant 998 millions de dollars au 29 mars 2025, le secteur Postes Canada disposait de 1 502 millions de dollars non utilisés de sa limite d'emprunt externe de 2,5 milliards de dollars. L'autofinancement de la Société découle principalement de l'utilisation de la trésorerie et des fonds liés aux activités d'exploitation.

Secteur Purolator

Purolator verse les droits de douane et la taxe sur les produits et services aux organismes gouvernementaux au nom de la clientèle et utilise les soldes de trésorerie disponibles et une facilité de crédit renouvelable de 550 millions de dollars pour financer ces versements et les acquisitions d'immobilisations, tandis qu'une facilité de crédit supplémentaire de 600 millions de dollars a été utilisée pour financer l'acquisition de Livingston.

7. Évolution de la situation financière

Examen des variations importantes des actifs et des passifs entre le 29 mars 2025 et le 31 décembre 2024.

(en millions de dollars)

ACTIF	29 mars 2025	31 déc. 2024	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants
Trésorerie et équivalents de trésorerie	902	802	100	12,5 %	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital.
Titres négociables	85	290	(205)	(70,6) %	Échéances et diminution des acquisitions de titres négociables.
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	1 281	900	381	42,4 %	Augmentation des créances dans les deux secteurs, avec une augmentation importante des créances de Purolator en raison de l'acquisition de Livingston International (Livingston).
Impôt à recevoir	2	2	–	–	
Autres actifs	169	139	30	21,3 %	Augmentation des charges payées d'avance dans le secteur Purolator en raison de son acquisition de Livingston.
Total des actifs courants	**2 439**	**2 133**	**306**	**14,4 %**	
Immobilisations corporelles	4 011	4 053	(42)	(1,0) %	Amortissement en excédent des acquisitions dans le secteur Postes Canada, en partie contrebalancé par l'acquisition de Livingston par Purolator.
Immobilisations incorporelles	830	248	582	234,2 %	Acquisition de Livingston par Purolator.
Actifs au titre de droits d'utilisation	1 503	1 451	52	3,5 %	Nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location dans le secteur Postes Canada et acquisition de Livingston par Purolator en excédent de l'amortissement.
Titres réservés	343	337	6	2,0 %	Gains latents comptabilisés dans les autres éléments du résultat global pour le secteur Postes Canada.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 517	4 462	55	1,2 %	Gain de réévaluation au titre du Régime de pension agréé de Postes Canada (le Régime).
Goodwill	626	161	465	288,0 %	Acquisition de Livingston par Purolator.
Autres actifs	61	61	–	(0,4) %	
Total des actifs non courants	**11 891**	**10 773**	**1 118**	**10,4 %**	
Total des actifs	**14 330**	**12 906**	**1 424**	**11,0 %**	

(en millions de dollars)

PASSIF	29 mars 2025	31 déc. 2024	Écart ($)	Écart (%)	Explication des écarts importants Entrées (sorties)
Fournisseurs et autres créditeurs	1 328	830	498	59,9 %	Acquisition de Livingston par Purolator et calendrier du secteur Postes Canada.
Salaires et avantages à payer	595	537	58	10,9 %	Augmentation dans le secteur Postes Canada.
Prêts et emprunts	721	500	221	44,2 %	Dette contractée par Purolator pour financer son acquisition de Livingston.
Provisions	68	68	–	(1,4) %	
Impôt à payer	10	30	(20)	(66,9) %	Règlement fiscal lié à la cession de SCI en 2024 partiellement contrebalancé par les impôts à payer dans le secteur Purolator à la suite de l'acquisition de Livingston.
Produits différés	167	200	(33)	(16,6) %	Diminution dans le secteur Postes Canada, découlant du traitement des arriérés causés par l'arrêt de travail à la fin de 2024.
Obligations locatives	106	100	6	6,7 %	Acquisition de Livingston par Purolator.
Passifs au titre des autres avantages à long terme	53	54	(1)		
Total des passifs courants	**3 048**	**2 319**	**729**	**31,5 %**	
Obligations locatives	1 617	1 567	50	3,2 %	Nouveaux contrats de location et renouvellements de contrats de location dans le secteur Postes Canada et acquisition de Livingston par Purolator en excédent des paiements dans tous les secteurs.
Prêts et emprunts	1 067	498	569	114,1 %	Dette contractée par Purolator pour financer son acquisition de Livingston.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 238	3 229	9	0,3 %	Principalement l'acquisition de Livingston par Purolator.
Passifs d'impôt différés	178	147	31	21,4 %	Acquisition de Livingston par Purolator en partie contrebalancée par une diminution de la dépréciation des actifs d'impôt différé dans le secteur Postes Canada.
Autres passifs	54	46	8	11,1 %	Acquisition de Livingston par Purolator.
Total des passifs non courants	**6 154**	**5 487**	**667**	**12,1 %**	
Total des passifs	**9 202**	**7 806**	**1 396**	**17,9 %**	
CAPITAUX PROPRES					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	–	
Cumul des autres éléments du résultat global	10	5	5	123,8 %	Gains latents sur les titres réservés à l'égard des prestations des régimes de soins dentaires et d'assurance vie temporaire et des prestations de décès du secteur Postes Canada.
Résultat non distribué	3 880	3 849	31	0,7 %	Gains de réévaluation découlant principalement des rendements des actifs plus élevés que prévu.
Capitaux du Canada	**5 045**	**5 009**	**36**	**0,8 %**	
Participations ne donnant pas le contrôle	83	91	(8)	(8,5) %	Dividende versé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle
Total des capitaux propres	**5 128**	**5 100**	**28**	**0,7 %**	
Total des passifs et des capitaux propres	**14 330**	**12 906**	**1 424**	**11,0 %**	

8. Risques et gestion des risques

Mise à jour sur les principaux risques et incertitudes propres à nos activités et sur notre approche pour gérer les risques.

Dans le Rapport de gestion annuel de 2024, nous avons fourni un examen détaillé des risques qui pourraient avoir une incidence importante sur nos activités. À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun fait nouveau n'est à rapporter relativement à nos risques émergents ou principaux au premier trimestre de 2025.

Risque réglementaire

Postes Canada a l'obligation d'être financièrement autonome et de compter uniquement sur les revenus découlant de la vente de ses produits et services, et non sur un financement provenant des contribuables. Au cours des dernières années, la Société a fait face à des pertes opérationnelles et à des pressions sur les liquidités importantes et croissantes. Postes Canada exerce ses activités dans un secteur des colis hautement concurrentiel, les administrations postales traditionnelles faisant face à une baisse des volumes de lettres. En plus des solutions à court terme et des recommandations stratégiques à long terme ci-dessous, la capacité de Postes Canada à investir dans l'avenir du service postal et à regagner son autonomie financière dépend de modifications importantes à apporter à ses conventions collectives et à son cadre d'affaires.

Court terme : Le financement remboursable du gouvernement permettra à la Société de répondre à ses besoins en liquidités à court terme. Les fonds devraient être reçus au milieu de 2025 et sont nécessaires pour prévenir l'insolvabilité et maintenir les services postaux jusqu'au 31 mars 2026. Postes Canada s'efforce également d'accroître sa flexibilité en matière de livraison afin d'améliorer sa compétitivité.

Long terme : Le succès initial de la Société en tant que chef de file de la livraison des colis du cybercommerce a éclipsé le fait qu'elle avait une structure opérationnelle, réglementaire et stratégique conçue pour la livraison du courrier. Depuis la mise en œuvre de la *Loi sur la Société canadienne des postes* en 1981, les gouvernements qui se sont succédé ont adopté des changements stratégiques et réglementaires qui ont ajouté des restrictions à la Société. Ce cadre réglementaire et stratégique restrictif est maintenant désuet, malgré le déclin continu de la poste-lettres, les changements démographiques et la concurrence croissante dans le secteur de la livraison des colis. Nous avons besoin de flexibilité dans notre cadre réglementaire et stratégique pour mieux servir la population canadienne et être concurrentiels sur le marché actuel de la livraison des colis. Afin de répondre aux besoins actuels et futurs du pays d'une manière financièrement viable, Postes Canada a présenté les recommandations suivantes à la Commission d'enquête sur les relations de travail :

- Lancer sans tarder **une consultation et un examen approfondis du *Protocole du service postal canadien***, en mettant l'accent sur la mise à jour des normes de service, de la fréquence de livraison et des exigences relatives aux bureaux de poste.
- **Raccourcir le processus de calcul et de mise en œuvre des augmentations tarifaires de la poste-lettres ordinaire**, tout en veillant à y intégrer les consultations adéquates, un contrôle gouvernemental et un préavis à la clientèle.
- **Modifier ou remplacer le moratoire sur la fermeture et la conversion des bureaux de poste ruraux** pour qu'il devienne un cadre stratégique moderne qui continue de protéger le service rural.
- **Mettre fin au moratoire sur la conversion aux boîtes postales communautaires**, qui protège un service supérieur coûteux pour moins de 25 % des adresses canadiennes dans les quartiers urbains établis. Plus de 70 % des adresses reçoivent déjà la livraison à un emplacement centralisé. Pour la clientèle résidentielle ayant des limitations fonctionnelles, le Programme de mesures d'adaptation pour la livraison de Postes Canada offre diverses mesures d'adaptation pour aider les personnes à accéder à leurs colis et à leur courrier.

L'objectif final est de bâtir un système postal autonome suffisamment souple pour pouvoir être adapté et servir l'ensemble de la population canadienne partout au pays, sans imposer de fardeau aux contribuables.

Arrêt de travail

Les conventions collectives complexes limitent notre capacité à livrer concurrence sur un marché en rapide évolution : elles limitent les changements que nous pouvons apporter à notre modèle de livraison et conservent des dispositions sur les avantages sociaux, les salaires et les congés qui dépassent celles de la concurrence. Malgré plus d'un an de négociations actives avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), y compris une conciliation et une médiation spéciale, de nouvelles conventions collectives pour les deux unités de négociation du STTP n'ont pas encore été conclues. Les conventions collectives actuelles ont été prolongées jusqu'au 22 mai 2025.

À la fin de 2024, le ministre du Travail a nommé le commissaire William Kaplan à la tête d'une Commission d'enquête sur les relations de travail pour examiner le différend actuel dans les négociations collectives, ainsi que la situation financière et concurrentielle générale de Postes Canada. Les audiences ont eu lieu en janvier et en février 2025, mais malgré de nombreuses séances, aucune solution n'a été trouvée, et Postes Canada et le STTP sont demeurés dans une impasse. Le rapport du commissaire a été remis à la ministre le 15 mai 2025. Malgré cette impasse, Postes Canada est déterminée à négocier de nouvelles conventions collectives.

Menaces tarifaires et incertitude économique

Les États-Unis ont annoncé une série consécutive de tarifs douaniers visant tous leurs principaux partenaires commerciaux. Bien que la situation évolue rapidement, une guerre commerciale internationale peut avoir d'importantes répercussions économiques sur le Canada. On estime que 75 % ou plus des exportations du Canada sont destinées aux États-Unis et qu'elles représentent environ 20 % du produit intérieur brut (PIB) du Canada. En raison des tarifs douaniers américains et des contre-tarifs canadiens, les économistes s'attendent à ce que l'économie canadienne connaisse une hausse de l'inflation, une hausse du chômage et une baisse du PIB, contrairement aux attentes.

Bien que la majeure partie de la croissance du cybercommerce ait toujours été attribuable au fait que le grand public délaisse les magasins traditionnels en faveur des commerces en ligne, nous prévoyons que tout ralentissement de l'économie aura une incidence correspondante sur le marché de la livraison des colis en raison de la baisse des dépenses de consommation discrétionnaires. Cette incidence devrait être particulièrement importante pour les envois à destination et en provenance des États-Unis, où les tarifs douaniers ont des répercussions directes sur le coût des marchandises. Elle pourrait également contribuer à une tendance d'acheter canadien au sein de la population canadienne, ce qui pourrait entraîner un déplacement de la demande vers le secteur du détail du pays. De plus, les dépenses publicitaires des entreprises diminueraient probablement en période de ralentissement économique, ce qui pourrait avoir une incidence sur les résultats du service Marketing Intelliposte de Postes Canada[MC].

À l'heure actuelle, la probabilité, la gravité et la durée de ces risques sont difficiles à prédire, tout comme on ignore si les interventions du gouvernement et de la banque centrale seront efficaces. Postes Canada surveille de près les changements potentiels sur le marché et s'ajustera, au besoin. À l'heure actuelle, il est impossible d'estimer de façon fiable l'incidence de ces risques sur les résultats financiers et la situation du Groupe dans les périodes à venir.

9. Méthodes, estimations comptables critiques et contrôles internes

Examen des estimations comptables critiques et des changements de méthodes comptables au premier trimestre de 2025 et dans les exercices ultérieurs.

9.1 Méthodes comptables

Les renseignements concernant les méthodes comptables de Postes Canada sont présentés aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le premier trimestre de 2025.

9.2 Jugements et estimations comptables critiques

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces hypothèses. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle l'estimation est révisée ainsi que dans les périodes futures, si la révision a une incidence sur la période considérée et les périodes futures. Les renseignements concernant les estimations et jugements comptables critiques de Postes Canada sont présentés à la note 4 des états financiers consolidés audités de 2024. Pour le premier trimestre de 2025, les estimations et les jugements comptables les plus importants sont liés à la continuité de l'exploitation – se reporter à la note 2 a).

9.3 Contrôles internes

Il n'y a eu aucun changement au premier trimestre de 2025 aux contrôles internes à l'égard de l'information financière à fournir qui a eu ou qui aurait vraisemblablement pu avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière à fournir.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (états financiers intermédiaires) conformément à la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires.

À notre connaissance, ces états financiers intermédiaires non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires.

Le président-directeur général,

La chef des finances,

22 mai 2025

État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière

(non audité – en millions de dollars canadiens)

ACTIFS	Au 29 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**902**	802
Titres négociables	**85**	290
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	**1 281**	900
Impôt à recevoir	**2**	2
Autres actifs	**169**	139
Total des actifs courants	**2 439**	2 133
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (note 5)	**4 011**	4 053
Immobilisations incorporelles (note 5)	**830**	248
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 5)	**1 503**	1 451
Titres réservés	**343**	337
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite (note 6)	**4 517**	4 462
Goodwill (note 8)	**626**	161
Autres actifs	**61**	61
Total des actifs non courants	**11 891**	10 773
Total des actifs	**14 330**	12 906

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	Au 29 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs, incluant les remises gouvernementales	**1 328**	830
Salaires et avantages à payer	**595**	537
Prêts et emprunts (note 10)	**721**	500
Provisions	**68**	68
Impôt à payer	**10**	30
Produits différés	**167**	200
Obligations locatives (note 9)	**106**	100
Passifs au titre des autres avantages à long terme (note 6)	**53**	54
Total des passifs courants	**3 048**	2 319
Passifs non courants		
Obligations locatives (note 9)	**1 617**	1 567
Prêts et emprunts (note 10)	**1 067**	498
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	**3 238**	3 229
Passifs d'impôt différé (note 7)	**178**	147
Autres passifs	**54**	46
Total des passifs non courants	**6 154**	5 487
Total du passif	**9 202**	7 806

PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	**Au 29 mars 2025**	Au 31 décembre 2024
Capitaux propres		
Capital d'apport	**1 155**	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global (note 15)	**10**	5
Résultat non distribué	**3 880**	3 849
Capitaux du Canada	**5 045**	5 009
Participations ne donnant pas le contrôle	**83**	91
Total des capitaux propres	**5 128**	5 100
Total des passifs et des capitaux propres	**14 330**	12 906

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire du résultat global

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le 29 mars 2025	Période de 13 semaines close le 30 mars 2024
Produits d'exploitation (note 12)	**2 509**	2 404
Charges d'exploitation		
Main-d'œuvre	**1 270**	1 254
Avantages du personnel	**351**	377
	1 621	1 631
Autres charges d'exploitation (note 13)	**826**	826
Amortissement (note 5)	**142**	125
Total des charges d'exploitation	**2 589**	2 582
Résultat d'exploitation	**(80)**	(178)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement		
Profit sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 14)	**–**	287
Produits de placement et autres produits (note 14)	**11**	23
Charges financières et autres charges (note 14)	**(33)**	(26)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	**(22)**	284
Résultat avant impôt	**(102)**	106
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (note 7)	**(41)**	6
Résultat net	**(61)**	100
Autres éléments du résultat global (note 15)		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	**2**	(7)
Écart de conversion	**3**	–
Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net		
Réévaluations des régimes à prestations déterminées	**93**	674
Autres éléments du résultat global	**98**	667
Résultat global	**37**	767
Résultat net attribuable au (aux) :		
Gouvernement du Canada	**(62)**	98
Participations ne donnant pas le contrôle	**1**	2
	(61)	100
Résultat global attribuable au (aux) :		
Gouvernement du Canada	**37**	761
Participations ne donnant pas le contrôle	**–**	6
	37	767

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des variations des capitaux propres

(non audité – en millions de dollars canadiens)

Période de 13 semaines close le 29 mars 2025	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2024	**1 155**	**5**	**3 849**	**5 009**	**91**	**5 100**
Résultat net	**–**	**–**	**(62)**	**(62)**	**1**	**(61)**
Autres éléments du résultat global (note 15)	**–**	**5**	**93**	**98**	**–**	**98**
Résultat global	**–**	**5**	**31**	**36**	**1**	**37**
Transactions avec les actionnaires – Dividende	**–**	**–**	**–**	**–**	**(9)**	**(9)**
Solde au 29 mars 2025	**1 155**	**10**	**3 880**	**5 045**	**83**	**5 128**

Période de 13 semaines close le 30 mars 2024	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultat non distribué	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 155	4	3 337	4 496	78	4 574
Résultat net	–	–	98	98	2	100
Autres éléments du résultat global	–	(8)	671	663	4	667
Résultat global	–	(8)	769	761	6	767
Transactions avec les actionnaires – Dividende	–	–	–	–	(8)	(8)
Solde au 30 mars 2024	1 155	(4)	4 106	5 257	76	5 333

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

État consolidé résumé intermédiaire des flux de trésorerie

(non audité – en millions de dollars canadiens)

	Période de 13 semaines close le 29 mars 2025	Période de 13 semaines close le 30 mars 2024
Activités d'exploitation		
Résultat net	**(61)**	100
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation :		
Amortissement (note 5)	**142**	125
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	**137**	155
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme (note 6)	**(61)**	(59)
Profit sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente (note 14)	**–**	(287)
Perte de valeur (note 14)	**–**	4
(Recouvrement) charge d'impôt sur le résultat et autres éléments ayant une incidence sur l'impôt à recevoir net (note 7)	**(67)**	6
Charges d'intérêts nettes (note 14)	**22**	2
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation :		
(Augmentation) diminution des clients et autres débiteurs	**(102)**	70
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs, incluant les remises gouvernementales	**90**	(56)
Augmentation (diminution) des salaires et avantages à payer et des provisions connexes	**36**	(40)
(Diminution) augmentation des provisions	**(5)**	1
(Augmentation) diminution nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités d'exploitation	**(31)**	4
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net	**5**	(7)
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation avant intérêts et impôt	**105**	18
Intérêts perçus	**14**	21
Intérêts payés	**(37)**	(32)
Impôt payé	**(18)**	(17)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités d'exploitation	**64**	(10)
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	**(279)**	–
Acquisition de titres	**(15)**	(322)
Produit de la vente de titres	**211**	180
Paiements versés en espèces au titre d'immobilisations	**(115)**	(186)
Produit de la vente d'immobilisations et d'actifs détenus en vue de la vente	**–**	2
Produit de la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	**–**	356
Autres activités d'investissement, montant net	**(1)**	(1)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	**(199)**	29

	Période de 13 semaines close le 29 mars 2025	Période de 13 semaines close le 30 mars 2024
Activités de financement		
Remboursement de prêts et d'emprunts	**(676)**	–
Produit des prêts et emprunts	**955**	–
Paiement des obligations locatives	**(29)**	(28)
Dividende versé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	**(9)**	(8)
Autres activités de financement, montant net	**(8)**	1
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités de financement	**233**	(35)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**98**	(16)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	**802**	1 185
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	**2**	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	**902**	1 171

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Période de 13 semaines close le 29 mars 2025

1.	Constitution, activités et instructions	51
2.	Règles de présentation	51
3.	Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées	56
4.	Regroupement d'entreprises	56
5.	Immobilisations	59
6.	Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme	61
7.	Impôt sur le résultat	63
8.	Goodwill	64
9.	Obligations locatives	65
10.	Prêts et emprunts	66
11.	Gestion du capital et risque de liquidité	67
12.	Ventilation des produits	69
13.	Autres charges d'exploitation	71
14.	Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	72
15.	Autres éléments du résultat global	72
16.	Transactions avec des parties liées	73
17.	Informations sectorielles	75

1. Constitution, activités et instructions

Dans les présentes notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires, la « Société », « Postes Canada » et le « secteur Postes Canada » désignent la Société canadienne des postes, à l'exception de ses filiales. Le « Groupe d'entreprises de Postes Canada », le « Groupe d'entreprises » et le « Groupe » désignent collectivement la Société canadienne des postes et ses filiales.

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de livraison de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au pays ainsi qu'entre le Canada et l'étranger. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, en vertu de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi sur la Société canadienne des postes* donne à la Société l'exclusivité (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres, et de leur livraison aux destinataires au Canada. La Société est également assujettie à des instructions émises en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, comme l'indique la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. L'état de ces directives demeure inchangé.

2. Règles de présentation

Déclaration de conformité • La Société a préparé ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités (les états financiers intermédiaires) conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* des Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et la *Directive sur les normes comptables : GC 5200 Rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément aux dispositions de cette norme, les présents états financiers intermédiaires ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Le Conseil d'administration a approuvé les présents états financiers intermédiaires et en a autorisé la publication le 22 mai 2025.

Règles de présentation · Les présents états financiers intermédiaires ont été établis au coût historique, sauf pour les cas autorisés par les IFRS publiées par l'IASB et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de l'exercice de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile.

De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les états financiers intermédiaires et les notes afférentes sont préparés pour la période de 13 semaines (premier trimestre ou T1) close le 29 mars 2025 (période comparative close le 30 mars 2024). Les montants sont présentés en millions de dollars, sauf indication contraire.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation • Les présents états financiers intermédiaires sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Caractère saisonnier des activités · Le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice : les pics de demande ayant lieu pendant les Fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Pendant les trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

Informations significatives sur les méthodes comptables • Les informations significatives sur les méthodes comptables utilisées aux fins des présents états financiers intermédiaires sont énoncées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour toutes les périodes présentées, sauf indication contraire.

Méthode de consolidation • Ces états financiers intermédiaires comprennent les comptes de la Société et de ses filiales, désignées collectivement sous le nom de Groupe d'entreprises de Postes Canada, de Groupe d'entreprises ou de Groupe. La consolidation d'une filiale commence lorsque le Groupe obtient le contrôle de la filiale et cesse lorsque le Groupe perd le contrôle de la filiale. Les actifs, les passifs, les produits et les charges d'une filiale acquise ou cédée au cours de l'exercice sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le Groupe prend le contrôle de la filiale jusqu'à la date à laquelle le Groupe perd le contrôle de la filiale. Si le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise l'actif connexe (y compris le goodwill), les passifs, les participations ne donnant pas le contrôle et les autres composantes des capitaux propres, tandis que tout profit ou toute perte qui en résulte est comptabilisé en résultat. Les résultats financiers par secteur sont inclus à la note 17.

Des informations sur les activités des principales filiales de la Société sont présentées dans le tableau ci-après.

Nom de la filiale	Principales activités	Pays de constitution	Pays d'exercice des activités	Proportion de la participation détenue directement ou indirectement	
				Au 31 décembre 2024 et au T1 de 2025	Au T1 de 2024
Les Investissements Purolator Ltée	Services de transport et de messagerie	Canada	Canada et États-Unis	91 %	91 %
Groupe SCI inc.	Services de transport et de logistique	Canada	Canada	–	–
Innovapost Inc.	Services de technologie de l'information	Canada	Canada	–	99 %

Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations · L'établissement des états financiers intermédiaires de la Société exige que la direction porte des jugements, fasse des estimations et pose des hypothèses qui sont complexes et subjectifs, en se fondant sur l'information dont elle dispose, lesquels influent sur les valeurs comptables et les informations présentées dans ces états financiers intermédiaires et les notes afférentes. Les résultats réels pourraient différer de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites à court terme, par la direction, de ces jugements, de ces estimations et de ces hypothèses ainsi que d'autres estimations ou hypothèses, conjuguées aux résultats réels, entraînent une modification importante des valeurs comptables et des informations présentées dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées, si elle n'a de répercussions que sur cette période, ou dans la période au cours de laquelle les estimations sont révisées ainsi que dans les périodes futures, si les révisions ont une incidence sur la période considérée et sur les périodes futures. Les jugements critiques et les sources principales d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. À l'exception de ce qui est indiqué ci-dessous, aucun changement important n'a été apporté à ces jugements ou à ces sources d'incertitude relative aux estimations au cours de la période de 13 semaines close le 29 mars 2025.

a) **Continuité de l'exploitation** – Ces états financiers consolidés ont été établis sur la base de la continuité de l'exploitation conformément à l'IAS 34 publiée par l'IASB, en supposant que la Société poursuivra ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses passifs et engagements dans le cours normal de ses activités.

   Depuis 2018, le secteur Postes Canada a enregistré des pertes d'exploitation cumulatives de plus de 4,6 milliards de dollars. Ces résultats ont eu une incidence sur la position de liquidité nette de la Société. La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'épuisent. En juillet 2025, les obligations de série 2 de 500 millions de dollars arriveront à échéance et créeront une pression importante sur les flux de trésorerie. Au 29 mars 2025, les fonds

cumulés et les marges de crédit immédiatement accessibles étaient insuffisants pour respecter les modalités de remboursement contractuelles; une contribution du gouvernement est nécessaire pour que la Société demeure solvable en 2025. Les pertes financières récurrentes menacent la capacité de la Société à atteindre la mission fixée par le gouvernement du Canada voulant qu'elle veille à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada.

Le plan d'entreprise de 2025 à 2029 (le plan) a été soumis au ministre responsable de la Société le 28 octobre 2024. Le Conseil du Trésor a approuvé la première année du plan, soit 2025. Le plan présente les défis importants auxquels fait face la Société ainsi qu'une proposition de mesures de liquidité à court terme qui permettront à la Société de maintenir sa liquidité en espèces au cours de l'exercice 2025 :

- **Augmentation de 25 % des tarifs réglementés du service Poste-lettres[MC].** En janvier 2025, Postes Canada a augmenté les tarifs réglementés pour les timbres, les articles Poste-lettres, les articles Poste aux lettres du régime international ainsi que les droits postaux de services spéciaux, ce qui aidera à atténuer l'incidence de la baisse des volumes prévue en 2025 sur les revenus.
- **Injection de fonds publics allant jusqu'à 1,034 milliard de dollars.** Conformément à l'article 31 de la Loi sur la Société canadienne des postes, Postes Canada a présenté une demande afin de recevoir les montants nécessaires pour lui permettre de payer ses frais de fonctionnement et imputables sur le revenu, lesquels ne sont pas suffisamment couverts par ses revenus disponibles prévus. Le gouvernement a approuvé un financement remboursable allant jusqu'à 1,034 milliard de dollars du 1er avril 2025 au 31 mars 2026. Le protocole d'entente, qui régit les modalités du financement, a été signé par Postes Canada, le ministère des Finances Canada et Services publics et Approvisionnement Canada. L'autorisation du premier paiement versé à la Société aux fins visées à l'article 31 de la Loi sur la Société canadienne des postes a été reçue le 29 avril 2025. Tous les montants mis à la disposition de la Société en vertu de l'article 31 doivent être remboursés au ministre des Finances à partir des revenus annuels de la Société, dans la mesure où ces derniers sont suffisants.
- **Nouvelles facilités d'emprunt à court terme.** Conformément au paragraphe 127(3) de la Loi sur la gestion des finances publiques, la ministre des Finances a approuvé le montant total du capital impayé pour tous les emprunts à court terme dont l'échéance est d'un an ou moins, jusqu'à concurrence de 600 millions de dollars, pour la période se terminant le 31 décembre 2025. Le 31 janvier 2025, Postes Canada a conclu, avec des institutions financières, des conventions pour des facilités de crédit à court terme totalisant 595 millions de dollars. D'autres facilités d'emprunts pourraient provenir de la Couronne, ou d'autres sources, si disponibles.

La Société estime que ces mesures à court terme lui fourniront suffisamment de liquidités pour soutenir ses activités jusqu'à la fin de exercice du gouvernement du Canada se terminant le 31 mars 2026. Toutefois, la capacité de la Société à atteindre l'autonomie financière à long terme exigera des changements à sa structure opérationnelle qui nécessitent une consultation approfondie, une période d'examen et du temps supplémentaire pour mettre en place les mesures déterminées.

La direction a conclu qu'il n'existe pas d'incertitudes significatives qui jettent un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant une période qui s'étale au minimum, sans toutefois s'y limiter, sur 12 mois à compter de la date de clôture. Les présents états financiers consolidés ne comprennent aucun ajustement de la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges présentés ou la classification de l'état consolidé de la situation financière qui pourrait être nécessaire si la Société n'était pas en mesure d'obtenir le soutien législatif nécessaire pour assurer sa stabilité financière. Se reporter aux notes 10 et 11 pour obtenir plus de renseignements sur nos facilités d'emprunt, notre gestion du capital et le risque de liquidité.

b) **Menaces tarifaires et incertitude économique potentielle** – Les menaces tarifaires et l'incertitude économique actuelles créent des défis et des risques pour les opérations postales. Les tarifs peuvent entraîner une augmentation des coûts des marchandises importées et exportées, ce qui peut réduire la demande de services d'expédition puisque les entreprises et le grand public cherchent à réduire leurs dépenses au minimum. De plus, l'incertitude économique peut perturber les chaînes d'approvisionnement et entraîner des fluctuations des volumes de courrier et de colis, ce qui crée une volatilité des revenus et des coûts d'exploitation. Ces facteurs peuvent alors causer des pertes d'exploitation plus importantes, une réduction des flux de trésorerie d'exploitation et des ajustements dans les stratégies d'investissement et d'exploitation.

La durée et les répercussions de ces menaces demeurent inconnues, tout comme la certitude de l'efficacité des interventions du gouvernement et de la banque centrale. Il est impossible d'estimer de façon fiable la durée et la gravité des faits nouveaux et leur incidence sur les résultats financiers et la situation du Groupe dans les périodes à venir.

3. Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles ou révisées

a) Nouvelles normes, modifications ou interprétations en vigueur depuis le 1er janvier 2025

Ni l'IASB ni l'IFRS Interpretations Committee n'ont publié de nouvelles normes, modifications ou interprétations dont l'adoption était obligatoire au cours du premier trimestre de 2025.

b) Normes, modifications ou interprétations non encore entrées en vigueur

Outre celles présentées à la note 5 b) des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, il n'y a pas eu de publication de nouvelles normes, modifications ou interprétations qui pourraient avoir une incidence future sur le Groupe.

4. Regroupement d'entreprises

Le 31 janvier 2025, Les Investissements Purolator Ltée a acquis 100 % des actions avec droit de vote de PE Longitude Holding Limited, PE Longitude II Limited et Longitude Holding Limited (les sociétés acquises), qui détiennent et contrôlent Livingston International. Cette entreprise de services commerciaux, dont le siège social est à Toronto, et ses filiales offrent des solutions douanières ainsi que des services de réacheminement à l'échelle mondiale, de gestion du commerce mondial et de transport de véhicules, principalement en Amérique du Nord.

Les sociétés acquises deviendront une filiale en propriété exclusive et entièrement indépendante de Purolator et ses activités quotidiennes seront gérées par son équipe de direction actuelle. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre de la stratégie de Purolator visant à accroître ses capacités internationales, à améliorer sa compétitivité et à se positionner comme leader canadien sur les marchés du fret, des colis et de la logistique, au pays et à l'étranger.

Le regroupement d'entreprises sera pris en compte au moyen de la méthode d'acquisition. La direction a établi la répartition préliminaire du coût d'acquisition en tenant compte de tous les renseignements pertinents au moment de la préparation des notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires. La répartition du coût d'acquisition devrait être finalisée après une période de diligence raisonnable.

Les détails sur les actifs acquis, les passifs pris en charge et le goodwill enregistré sont les suivants (en millions) :

	Répartition du coût d'acquisition
Actifs	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40
Clients, autres débiteurs et actifs sur contrat	279
Immobilisations corporelles	26
Actifs au titre de droits d'utilisation	11
Immobilisations incorporelles	594
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	6
Autres actifs	67
Total des actifs	**1 023**
Passifs	
Fournisseurs et autres créditeurs	106
Salaires et avantages à payer	25
Produits différés	5
Provisions	4
Remises gouvernementales à payer	374
Impôt à payer	8
Obligations locatives	17
Prêts et emprunts	564
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	6
Passifs d'impôt différé	58
Autres passifs	2
Total du passif	**1 169**
Actifs (passifs) nets identifiables acquis	(146)
Goodwill (note 8)	465
Contrepartie d'achat transférée	**319**

La juste valeur des débiteurs inclus dans les actifs courants correspondait approximativement au montant contractuel brut. Le goodwill est attribuable aux synergies attendues de l'acquisition. Il ne sera pas déductible à des fins fiscales.

Purolator a évalué les obligations locatives acquises en utilisant la valeur actualisée des paiements de location restants à la date d'acquisition. Les actifs au titre de droits d'utilisation ont été évalués à un montant égal aux obligations locatives et ajustés pour refléter les conditions favorables ou défavorables du contrat de location par rapport aux conditions du marché. Les contrats de location auxquels on a mis fin qui étaient considérés comme étant dépréciés ont également été ajustés.

Après la conclusion de l'acquisition, Purolator a réglé la dette bancaire présumée de 515 millions de dollars et les dépenses de l'actionnaire de 37 millions de dollars. Le passif d'impôt différé tient principalement compte de l'incidence fiscale de l'amortissement accéléré, aux fins de l'impôt, des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les immobilisations incorporelles de 594 millions de dollars représentent la juste valeur estimée des relations avec la clientèle indiquée ainsi que la juste valeur de la marque Livingston. Elles ont été déterminées en actualisant les avantages économiques futurs à un taux de rendement correspondant au risque inhérent à l'investissement.

À partir de la date d'acquisition, Livingston a contribué à hauteur de 82 millions de dollars aux produits et de 8 millions de dollars au résultat avant impôt pour le secteur Purolator. Si le regroupement avait eu lieu au début de l'exercice, les produits d'exploitation continue auraient été de 123 millions de dollars et le résultat avant impôt aurait été de 13 millions de dollars.

5. Immobilisations

a) Immobilisations corporelles

(en millions)

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel des installations	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	**Total**
Coût									
31 décembre 2024	484	2 720	425	1 467	1 210	220	1 438	220	8 184
Entrées	–	2	–	1	1	4	10	17	35
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (note 4)	1	5	2	–	5	13	–	–	26
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	(15)	(1)	–	–	–	–	–	–	(16)
Mises hors service	–	(1)	–	–	–	–	–	–	(1)
Transferts	–	10	4	14	10	–	–	(38)	–
29 mars 2025	**470**	**2 735**	**431**	**1 482**	**1 226**	**237**	**1 448**	**199**	**8 228**
Cumul des amortissements									
31 décembre 2024	–	1 470	282	888	621	152	718	–	4 131
Amortissement	–	16	6	22	24	4	16	–	88
Reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente	–	(1)	–	–	–	–	–	–	(1)
Mises hors service	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)
29 mars 2025	**–**	**1 485**	**288**	**910**	**644**	**156**	**734**	**–**	**4 217**
Valeur comptable									
31 décembre 2024	484	1 250	143	579	589	68	720	220	4 053
30 mars 2024	**470**	**1 250**	**143**	**572**	**582**	**81**	**714**	**199**	**4 011**

b) Immobilisations incorporelles

(en millions)

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de services et marque	Total
Coût				
31 décembre 2024	882	63	11	956
Entrées	–	13	–	13
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (note 4)	–	–	594	594
Transferts	21	(21)	–	–
29 mars 2025	**903**	**55**	**605**	**1 563**
Cumul des amortissements				
31 décembre 2024	706	–	2	708
Amortissement	17	–	8	25
29 mars 2025	**723**	**–**	**10**	**733**
Valeur comptable				
31 décembre 2024	176	63	9	248
29 mars 2025	**180**	**55**	**595**	**830**

c) Actifs au titre de droits d'utilisation

(en millions)

	Terrains	Immeubles (contrats de location bruts)	Immeubles (contrats de location nets)	Véhicules	Matériel des installations	Total
Valeur comptable						
31 décembre 2024	169	327	948	1	6	1 451
Entrées	–	13	58	–	1	72
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (note 4)	–	–	11	–	–	11
Amortissement	(1)	(7)	(20)	–	(1)	(29)
Résiliation	(1)	–	(1)	–	–	(2)
29 mars 2025	**167**	**333**	**996**	**1**	**6**	**1 503**

6. Régimes de retraite, autres avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme

a) Actif/passif net au titre des prestations déterminées

Le passif net au titre des prestations déterminées comptabilisé à l'état intermédiaire de la situation financière se présente comme suit :

(en millions)

	Au 29 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	**4 517**	4 462
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 291	3 283
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	**53**	54
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	**3 238**	3 229

b) Coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées

Les composantes du coût des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées comptabilisées à l'état intermédiaire du résultat global se présentent comme suit :

(en millions)

	T1 2025			T1 2024		
	Régimes de retraite	**Autres régimes d'avantages**	**Total**	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus au cours de l'exercice	112	21	133	119	22	141
Coût financier	310	35	345	325	36	361
Produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(358)	–	(358)	(365)	–	(365)
Autres frais administratifs	4	–	4	5	–	5
Charge au titre des prestations déterminées	68	56	124	84	58	142
Charge au titre des cotisations déterminées	13	–	13	13	–	13
Charge totale	81	56	137	97	58	155
Rendement des titres réservés	–	(3)	(3)	–	(4)	(4)
Composante incluse dans la charge au titre des avantages du personnel	**81**	**53**	**134**	97	54	151
Profits de réévaluation :						
Rendement des actifs des régimes à l'exclusion des produits d'intérêts générés par les actifs des régimes	(83)	–	(83)	(16)	–	(16)
Gains actuariels	(35)	(5)	(40)	(804)	(78)	(882)
Composante incluse dans les autres éléments du résultat global[1,2]	**(118)**	**(5)**	**(123)**	(820)	(78)	(898)

1. Les montants présentés dans ce tableau excluent une charge d'impôt de 30 millions de dollars pour le premier trimestre de 2025 (charge d'impôt de 224 millions de dollars pour le premier trimestre de 2024).
2. Les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les régimes de retraite et les autres régimes d'avantages du secteur Postes Canada au premier trimestre de 2025 s'établissaient à 4,72 % et 4,76 % respectivement, comparativement à 4,71 % et à 4,73 %, respectivement, au quatrième trimestre de 2024, et à 4,86 % au premier trimestre de 2024, comparativement à 4,64 % au quatrième trimestre de 2023.

c) Total des paiements versés en espèces et allégement de la capitalisation

Le total des paiements versés en espèces au titre des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises se présente comme suit :

(en millions)

	T1 2025	T1 2024
Paiements versés en espèces au titre des régimes à prestations déterminées	48	46
Cotisations aux régimes à cotisations déterminées	13	13
Total des paiements versés en espèces	**61**	59

Les estimations des cotisations totales du Groupe aux régimes de retraite à prestations déterminées en 2025 n'ont pas changé de manière significative par rapport à celles présentées dans les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

7. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt sur le résultat du palier fédéral en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties à l'impôt sur le résultat des gouvernements fédéral et provinciaux.

Les sources des différences temporaires générant des actifs (passifs) d'impôt différé nets qui ont une incidence sur le résultat net et les autres éléments du résultat global sont les mêmes qu'au 31 décembre 2024.

Présenté à l'état consolidé de la situation financière (en millions) :

	Au 29 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Actifs d'impôt différé	–	–
Passifs d'impôt différé	178	147
Passifs d'impôt différé nets	**(178)**	(147)

Bien que la Société soit en position de passifs d'impôt différé nets, la comptabilisation des actifs d'impôt différé est fondée sur l'évaluation, par la direction, de tous les indices disponibles, comme la résorption des différences temporaires imposables existantes, qui suggèrent que la réalisation des actifs d'impôt différé est probable. Au premier trimestre de 2025, la direction a conclu qu'il n'y avait pas suffisamment d'éléments probants pour étayer la comptabilisation de certains actifs d'impôts différés en raison de différences temporelles imposables insuffisantes qui devraient s'inverser au cours de la même période que l'inversion attendue de la différence temporelle déductible. Des antécédents de pertes financières récurrentes ont également été pris en compte. Cette évaluation a régularisé la réduction totale des actifs d'impôt différé (compensés par les passifs d'impôt différé) de 181 millions de dollars (203 millions de dollars au 31 décembre 2024), ce qui représente la meilleure estimation de la direction des résultats futurs et de la probabilité de recouvrabilité future des actifs d'impôt différé. Ceci n'entraîne pas de sortie de trésorerie immédiate et n'affecte pas la position de liquidité immédiate du Groupe d'entreprises. La Société n'a pas comptabilisé d'actif d'impôt différé lié aux différences temporaires déductibles de 724 millions de dollars (812 millions de dollars au 31 décembre 2024).

Les principales composantes de la charge (du recouvrement) d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit (en millions) :

	T1 2025	T1 2024
Charge d'impôt exigible	16	45
Recouvrement d'impôt différé afférent à la naissance et à la résorption des différences temporaires	(35)	(24)
Charge d'impôt différé relative à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(22)	(15)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**(41)**	6

La charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat diffère du montant qui aurait été établi en appliquant le taux d'impôt fédéral prévu par la loi pour la Société de 25 % (25 % en 2024) au résultat avant impôt. Les raisons qui expliquent cette différence sont les suivantes (en millions) :

	T1 2025	T1 2024
Résultat avant impôt	(102)	106
Impôt fédéral au taux prévu par la loi pour la Société	(25)	27
Impôt provincial des filiales moins l'abattement d'impôt fédéral	(17)	5
Cession de SCI	–	(44)
Charge d'impôt différé relative à la reprise de dépréciation d'un actif d'impôt différé	(22)	(15)
Autre	23	33
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	**(41)**	6

8. Goodwill

La valeur comptable du goodwill pour le secteur Purolator s'établit comme suit (en millions) :

	Au 29 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Solde à l'ouverture de l'exercice	161	161
Goodwill acquis au cours de l'année (note 4)	465	–
Solde à la clôture de l'exercice	**626**	161

Test de dépréciation du goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation une fois l'an pour les deux unités génératrices de trésorerie. La valeur recouvrable est estimée en fonction de la valeur d'utilité, et il a été déterminé qu'elle était supérieure à la valeur comptable. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à ce titre pour l'exercice considéré ni pour l'exercice précédent.

9. Obligations locatives

a) Obligations locatives

(en millions)

	Au 29 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Analyse des échéances – flux de trésorerie contractuels non actualisés[1,2]		
Moins d'un an	**161**	155
De un an à cinq ans	**695**	587
Plus de cinq ans	**1 530**	1 619
Total des obligations locatives non actualisées	**2 386**	2 361
Obligations locatives comptabilisées à l'état consolidé de la situation financière	**1 723**	1 667
Obligations locatives courantes	**106**	100
Obligations locatives non courantes	**1 617**	1 567

1. Les montants présentés dans le tableau qui précède comprennent des paiements au titre de la location (flux de trésorerie non actualisés) totalisant 34 millions de dollars (35 millions de dollars au 31 décembre 2024) qui seront versés, dans le cours normal des activités, à des parties liées pour des locaux destinés aux services postaux.
2. Les contrats de location qui ne sont pas encore en vigueur, mais pour lesquels des engagements avaient été pris au 29 mars 2025, prévoient des sorties de trésorerie futures de 20 millions de dollars qui sont prises en compte dans l'analyse des échéances ci-dessus, mais pas dans l'évaluation de ces obligations locatives (73 millions de dollars au 31 décembre 2024).

b) Variations des passifs attribuables aux activités de financement

(en millions)

	31 décembre 2024	Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises (note 4)	Paiements	Intérêts	Entrées nettes (contrats de location)	**29 mars 2025**
Obligations locatives	1 667	17	(39)	10	68	**1 723**

10. Prêts et emprunts

(en millions)

	Au 29 mars 2025		Au 31 décembre 2024	
	Juste valeur[1]	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Postes Canada				
Obligations, série 2, échéant en juillet 2025, portant intérêt à 4,08 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet[2]	502	500	503	500
Obligations, série 1, échéant en juillet 2040, portant intérêt à 4,36 %, payable semestriellement le 16 janvier et le 16 juillet[2]	524	498	515	498
Total – Secteur Postes Canada	1 026	998	1 018	998
Purolator[3]				
Facilité de crédit renouvelable, échéant en mai 2025, portant intérêt à 5,44 %, payable à la fin du terme[4,5]	100	100	–	–
Facilité de crédit renouvelable, terme ouvert, intérêt variable à 6,20 %, payable mensuellement[4,5]	95	95	–	–
Billets à ordre	6	6	–	–
Prêt à terme échéant en janvier 2029, portant intérêt à 5,44 %, remboursements trimestriels (à compter du T3 de 2025) allant de 1,25 % à 1,875 % du solde initial[4]	589	589	–	–
Total – Secteur Purolator	790	790	–	–
Total des prêts et emprunts	**1 816**	**1 788**	1 018	998
Courants	**723**	**721**	503	500
Non courants	**1 093**	**1 067**	515	498

1. Les justes valeurs estimées présentées pour les prêts et emprunts sont classées au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et sont appliquées sur une base récurrente. Il n'y a eu aucun transfert entre les différents niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

2. La Société a le droit de rembourser les obligations avant l'échéance en payant une prime par rapport à la juste valeur. Les obligations constituent des obligations directes, inconditionnelles et non garanties de la Société et des obligations directes et inconditionnelles du gouvernement du Canada. La juste valeur correspond approximativement à la valeur comptable.

3. La juste valeur des prêts et emprunts de Purolator correspond approximativement à leur valeur comptable, car tous les prêts ont été émis au premier trimestre de 2025 et sont fondés sur les conditions actuelles du marché.

4. Les facilités sont assorties de clauses restrictives fondées sur le ratio du total de la dette à long terme/BAIIA et le ratio de couverture du service de la dette au sens de la convention de crédit, ainsi que sur d'autres obligations d'information financière. Purolator respecte toutes les clauses restrictives. Les facilités sont garanties par les principales filiales de Purolator et garanties par un privilège de premier rang sur tous les actifs et intérêts de Purolator dans toutes les actions du capital social, y compris celles de toutes les principales filiales.

5. Purolator remet les droits de douane et la taxe sur les produits et services aux organismes gouvernementaux au nom de la clientèle. Purolator utilise principalement les soldes de trésorerie disponibles et la facilité de crédit à terme renouvelable pour financer ces versements. La facilité de crédit renouvelable est habituellement remboursée en entier au cours du même mois où les créances connexes sont recouvrées. De plus, Purolator utilise la facilité de crédit à terme renouvelable pour financer les dépenses d'immobilisations et les autres besoins en trésorerie au cours de l'exercice, ce qui comprend les coûts liés à l'acquisition de Livingston au T1 2025. Purolator a accès à une facilité de crédit renouvelable (avec deux composants) totalisant 550 millions de dollars (355 millions de dollars inutilisés).

Des informations complémentaires au sujet des exigences concernant le capital et la capacité d'emprunt imposées au Groupe en vertu de règles extérieures sont présentées à la note 11.

11. Gestion du capital et risque de liquidité

Les instruments financiers de la Société l'exposent à un éventail de risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque marchandises), le risque de crédit et le risque de liquidité. La fonction de trésorerie de la Société gère les risques qui découlent des activités d'investissement, y compris la gestion du capital et les emprunts, selon les politiques approuvées par le Conseil d'administration. L'importance de ces éléments n'a pas beaucoup changé depuis la fin de la dernière période de rapport, à l'exception de ce qui suit :

a) Gestion du capital

La Société est assujettie à la *Loi sur la Société canadienne des postes* et à la *Loi sur la gestion des finances publiques* (les *Lois*) et à toutes les instructions données conformément aux *Lois*. Les *Lois* influent sur la façon dont la Société gère son capital, entre autres, en établissant les grands objectifs de la Société. Tout en offrant des services postaux de base et en poursuivant ses objectifs, la Société doit notamment mener ses activités de manière à assurer son autonomie financière. Elle doit aussi offrir des services selon des normes qui répondent aux besoins de la population canadienne.

Le capital de la Société se compose du total de ses prêts et emprunts, des autres passifs (non courants) et des capitaux du Canada. Cette définition qui est utilisée par la direction pourrait ne pas être comparable aux indicateurs présentés par d'autres sociétés postales ou organismes publics.

Les capitaux du Canada étaient en situation de surplus de 5 045 millions de dollars au 29 mars 2025 (5 009 millions de dollars au 31 décembre 2024). La hausse s'explique par les gains de réévaluation des régimes à prestations déterminées, qui sont constatés dans les autres éléments du résultat global et immédiatement inclus dans les résultats non distribués de la Société, en partie neutralisés par la perte nette au T1 de 2025.

En gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants :

- assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation de ses plans d'exploitation et stratégiques;
- protéger la capacité de la Société à poursuivre son exploitation;
- maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

Ces objectifs et les stratégies connexes sont examinés et approuvés chaque année par le Conseil d'administration dans le cadre de l'étude du plan d'entreprise annuel, qui est ensuite soumis à l'approbation du Conseil du Trésor. En novembre 2024, le Conseil du Trésor a approuvé la première année du plan d'entreprise de 2025 à 2029 de la Société. Ce plan a présenté les défis importants auxquels la Société fait face en raison des pertes financières récurrentes qu'elle subit et de la détérioration de sa situation de trésorerie.

b) Facilités de prêt et d'emprunt

La partie X de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la Société indique son intention d'emprunter dans son plan d'entreprise annuel ou dans une modification du plan, qui doivent tous deux être approuvés par le Conseil d'administration et le Conseil du Trésor. De plus, les conditions détaillées de chaque emprunt doivent être approuvées par le ministre des Finances.

Le montant d'emprunt autorisé de la Société auprès d'autres sources que l'État est approuvé en vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010* pour des sommes ne dépassant pas un montant principal dû de 2,5 milliards de dollars, en conformité avec les conditions approuvées par le ministre des Finances. Les obligations locatives ne sont pas assujetties à cette limite. La *Loi sur la Société canadienne des postes* prévoit le plafonnement des prêts consentis à la Société sur le Trésor du Canada à 500 millions de dollars (avec l'approbation du gouverneur en conseil et du ministre des Finances) ainsi que l'établissement d'une structure de capital composée de capital-actions qui autorise la Société à émettre des actions à son personnel et au gouvernement du Canada. Cette méthode de financement n'a pas été utilisée. La Société n'est assujettie à aucune exigence externe concernant le capital.

Conformément au paragraphe 127(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la ministre des Finances a approuvé le montant total du capital impayé pour tous les emprunts à court terme dont l'échéance est d'un an ou moins, jusqu'à concurrence de 600 millions de dollars, pour la période se terminant le 31 décembre 2025. Les emprunts à court terme peuvent consister en une marge de crédit ou l'émission de billets à ordre ne devant pas dépasser 100 millions de dollars. De plus, les facilités d'emprunt à court terme supplémentaires aux fins de gestion de la trésorerie d'urgence ne doivent pas dépasser 500 millions de dollars. D'autres facilités peuvent consister en des emprunts auprès de l'État, ou d'autres sources, si disponibles. Postes Canada a conclu, avec des institutions financières, des conventions pour des facilités de crédit à court terme totalisant 595 millions de dollars (47 millions de dollars au 31 décembre 2024). Le 29 mars 2025, des lettres de crédit de 19 millions de dollars (19 millions de dollars au 31 décembre 2024) ont été émises.

c) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court une société de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsque celles-ci deviennent exigibles. Le risque de liquidité est géré en constituant des réserves suffisantes de trésorerie, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels, et en rapprochant les profils d'échéance des actifs financiers et des passifs financiers. L'excédent de trésorerie est investi dans un éventail de titres à court terme du marché monétaire. Les placements sont concentrés dans des titres de qualité de crédit supérieure de gouvernements ou de sociétés, conformément aux politiques approuvées par le Conseil d'administration.

Au 29 mars 2025, le secteur Postes Canada disposait de 837 millions de dollars en placements liquides non affectés (818 millions de dollars au 31 décembre 2024), soit une position de liquidité nette négative de 161 millions de dollars (position de liquidité nette négative de 180 millions de dollars au 31 décembre 2024), une fois soustrait l'encours des prêts et emprunts de 998 millions de dollars (998 millions de dollars au 31 décembre 2024). Les ressources de trésorerie de la Société ont diminué considérablement depuis 2018, une situation attribuable aux pertes d'exploitation et aux coûts considérables pour accroître la capacité et entretenir le réseau. L'échéance de dettes d'un montant de 500 millions de dollars en juillet 2025 créera une pression importante sur les flux de trésorerie. Le financement du gouvernement est nécessaire pour demeurer solvable. Se reporter à la note 2 a) pour obtenir plus de renseignements et connaître la conclusion de la direction sur la capacité de la Société à poursuivre ses activités.

12. Ventilation des produits

a) Produits répartis par régions géographiques

En ce qui concerne la Société, les produits présentés le sont en fonction de l'emplacement de l'administration postale étrangère ou de la clientèle qui a recours au service, ainsi qu'en fonction du groupe de produits (déterminé par la destination) pour le secteur Purolator. Quand des produits importants sont attribués à un pays étranger, ces produits sont indiqués séparément. Aucun actif important du Groupe n'est situé à l'extérieur du Canada. Tous les produits intersectoriels proviennent du service du régime intérieur; par conséquent, les produits pour les zones géographiques sont présentés nets des produits intersectoriels (en millions) :

	T1 2025	T1 2024
Canada	2 385	2 306
États-Unis	78	61
Reste du monde	46	37
Total des produits	**2 509**	2 404

b) Produits des articles et des services

Les produits des articles et des services sont présentés en fonction de l'information disponible au moment de la vente. En conséquence, les produits tirés de la vente de timbres et de l'utilisation de machines à affranchir sont présentés séparément, au lieu d'être attribués aux secteurs d'activité (en millions).

	T1 2025			T1 2024		
	Total des produits	**Éléments intersectoriels et consolidés**	**Produits provenant des clients externes**	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Produits attribués aux articles et aux services						
Colis	1 257	(4)	1 253	1 480	(25)	1 455
Courrier transactionnel	699	–	699	495	–	495
Marketing direct	256	–	256	246	–	246
Produits et services grand public	47	–	47	54	–	54
Courtage en douane	53	–	53	–	–	–
Services transitaires mondiaux et autres	29	–	29	–	–	–
	2 341	**(4)**	**2 337**	2 275	(25)	2 250
Produits non attribués						
Timbres-poste	65	–	65	63	–	63
Machines à affranchir	107	–	107	91	–	91
	172	**–**	**172**	154	–	154
	–	**–**	**–**	84	(84)	–
Total	**2 513**	**(4)**	**2 509**	2 513	(109)	2 404

1. Les services de TI fournis par Innovaposte ont été consolidés jusqu'au 15 avril 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur. Les produits des services de TI (auparavant « Autres ») ont été reclassés afin de se conformer à la présentation de l'exercice en cours en raison de la cession de l'unité fonctionnelle de la technologie de l'information en 2024.

c) Produits des canaux de vente

Dans les produits des canaux de vente sont présentés les produits du régime intérieur, qui comprennent les produits générés par le canal commercial et les produits générés par la vente au détail. Les produits du régime international comprennent les produits en provenance des États-Unis et du reste du monde, tels qu'ils sont définis à la note 11 a). Jusqu'au 15 avril 2024, la date de cession, les produits d'Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information (TI), ont été éliminés lors de la consolidation (en millions) :

(en millions)

	T1 2025			T1 2024		
	Total des produits	**Éléments intersectoriels et consolidés**	**Produits provenant des clients externes**	Total des produits	Éléments intersectoriels et consolidés	Produits provenant des clients externes
Régime intérieur						
Canal commercial	1 800	(4)	1 796	1 770	(25)	1 745
Vente au détail	589	–	589	561	–	561
	2 389	(4)	2 385	2 331	(25)	2 306
Régime international	124	–	124	98	–	98
Services de TI	–	–	–	84	(84)	–
Total	**2 513**	**(4)**	**2 509**	2 513	(109)	2 404

1. Les profits liés à l'échange de devises étrangères de 1 million de dollars ont été reclassés dans les canaux de vente, passant des services de TI (auparavant « Autres ») au canal commercial, afin de rendre la présentation conforme à celle de l'exercice considéré en raison de la cession de l'unité fonctionnelle de la technologie de l'information en 2024.

13. Autres charges d'exploitation

(en millions)

	T1 2025	T1 2024
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	504	525
Immobilier, installations et entretien	90	99
Frais de vente, frais administratifs et charges liées aux TI	198	146
Charge d'investissement autre qu'en capital	34	56
Autres charges d'exploitation	**826**	826

14. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

(en millions)

	T1 2025	T1 2024
Profit sur la vente de groupes destinés à être cédés détenus en vue de la vente	**–**	287
Produits d'intérêts	10	20
Autres produits	1	3
Produits de placement et autres produits	**11**	23
Charge d'intérêts	(32)	(22)
Autres charges	(1)	(4)
Charges financières et autres charges	**(33)**	(26)
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement, montant net	**(22)**	284

15. Autres éléments du résultat global

(en millions)

	Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net			Élément qui ne sera jamais reclassé en résultat net	
	Variation de la juste valeur latente des actifs financiers	Cumul des écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Réévaluations des régimes à prestations déterminées	Autres éléments du résultat global
Solde cumulé au 31 décembre 2024	(1)	6	5		
Profits (pertes) de la période	3	3	6	123	129
Impôt sur le résultat	(1)	–	(1)	(30)	(31)
Montant net	**2**	**3**	**5**	**93**	**98**
Solde cumulé au 29 mars 2025	**1**	**9**	**10**		

16. Transactions avec des parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise au contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers intermédiaires :

a) Gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État

(en millions)

	T1 2025	T1 2024
Produits générés par des transactions avec des parties liées	**103**	90
Paiements reçus à titre de compensation en vertu de programmes		
Envois postaux du gouvernement et envois d'articles destinés aux personnes aveugles	**6**	6
Loyers versés par les parties liées pour des locaux loués auprès de la Société	**2**	2
Charges relatives aux transactions avec des parties liées	**2**	3

La majeure partie des produits générés par des transactions avec des parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Les produits comprennent également des paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires et l'envoi d'articles en franchise aux personnes aveugles. D'autres renseignements au sujet des contrats de location avec des parties liées sont donnés à la note 8 a).

Les montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci qui sont présentés dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants (en millions) :

	Au 29 mars 2025	Au 31 décembre 2024
Montants à recevoir des parties liées ou à payer à celles-ci		
Inclus dans les clients et autres débiteurs	**31**	17
Inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs	**22**	9
Produits différés générés par des transactions avec des parties liées	**3**	1

b) Transactions avec des entités dont les principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe d'entreprises de Postes Canada détiennent le contrôle ou un contrôle conjoint

Dans le cours normal de ses activités, il arrive que le Groupe d'entreprises interagisse avec des entreprises dont les politiques financières et d'exploitation sont entièrement ou conjointement régies par des principaux dirigeants ou principales dirigeantes du Groupe. Le cas échéant, ces personnes sont tenues de se retirer de toutes les discussions ou décisions se rattachant aux transactions entre les sociétés. Les seules transactions d'importance réalisées au cours du premier trimestre de 2025 ont eu lieu entre Purolator et une société contrôlée par une personne faisant partie de la haute direction du Groupe d'entreprises, cette personne étant aussi administratrice et actionnaire minoritaire de Purolator. Cette société a fourni à Purolator des services de transport aérien pour un montant de 3 millions de dollars (3 millions de dollars au premier trimestre de 2024). Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de Purolator.

c) Transactions avec les régimes de retraite de la Société

Au cours du premier trimestre de 2025, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes pour un montant de 5 millions de dollars (5 millions de dollars au premier trimestre de 2024). Au premier trimestre de 2025, une créance de 5 millions de dollars (7 millions de dollars au 31 décembre 2024) liée aux transactions avec le Régime est impayée et a été prise en compte dans les clients et autres débiteurs. Les paiements versés en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations déterminées et aux régimes à cotisations déterminées du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 6 c).

17. Informations sectorielles

Secteurs opérationnels • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises. Les transactions intersectorielles sont conclues à des conditions qui sont comparables à celles en vigueur sur les marchés. Jusqu'au 15 avril 2024, Innovaposte, unité fonctionnelle responsable de la technologie de l'information (TI), fournissait au sein du Groupe des services partagés selon le principe de recouvrement des coûts. Sur une base consolidée, le Groupe n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

Au 29 mars 2025 et pour le T1 2025
(en millions)

	Postes Canada	Purolator[1]	Écritures de consolidation et éliminations	Total
Produits provenant des clients externes	1 783	726	–	2 509
Produits intersectoriels	6	(2)	(4)	–
Produits d'exploitation	1 789	724	(4)	2 509
Avantages du personnel	1 264	357	–	1 621
Autres charges d'exploitation	543	287	(4)	826
Amortissement	93	49	–	142
Charges d'exploitation	1 900	693	(4)	2 589
Résultat d'exploitation	(111)	31	–	(80)
Produits de placement et autres produits	89	2	(80)	11
Charges financières et autres charges	(19)	(14)	–	(33)
Résultat avant impôt	(41)	19	(80)	(102)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(52)	11	–	(41)
Résultat net	11	8	(80)	(61)
Total des actifs	10 661	3 916	(247)	14 330
Total du passif	6 726	2 488	(12)	9 202

1. Les résultats pour Livingston ont été consolidés dans le secteur Purolator à partir de la date d'acquisition, le 31 janvier 2025.

Au 30 mars 2024 et pour le T1 2024

(en millions)

	Postes Canada	Purolator	SCI[1]	Écritures de consolidation et éliminations[2]	Total
Produits provenant des clients externes	1 737	614	53	–	2 404
Produits intersectoriels	10	9	6	(25)	–
Produits d'exploitation	1 747	623	59	(25)	2 404
Avantages du personnel	1 264	307	27	33	1 631
Autres charges d'exploitation	612	254	22	(62)	826
Amortissement	92	31	9	(7)	125
Charges d'exploitation	1 968	592	58	(36)	2 582
Résultat d'exploitation	(221)	31	1	11	(178)
Produits de placement et autres produits	166	12	–	132	310
Charges financières et autres charges	(21)	(4)	(1)	–	(26)
Résultat avant impôt	(76)	39	–	143	106
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(34)	12	–	28	6
Résultat net	(42)	27	–	115	100
Total des actifs	11 078	2 167	–	(266)	12 979
Total du passif	7 066	876	–	(296)	7 646

1. Les résultats de SCI ont été consolidés jusqu'au 1er mars 2024, soit la date de la cession et du transfert du contrôle à l'acquéreur.

2. Les dividendes intragroupe sont éliminés au moment de la consolidation.

POSTES CANADA
2701, PROM RIVERSIDE, BUREAU N1200
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1-866-607-6301

Pour obtenir des informations plus détaillées, veuillez visiter le **site web de Postes Canada**.

MC Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

This report is also available in English.

postescanada.ca

Canada

CANADA POSTES
POST CANADA